

Une subvention non sollicitée pour un congrès non désiré

Ottawa octroie 75 000 \$ pour un congrès sur l'exportation du livre

CATHERINE LALONDE
PHILIPPE ORFALI

Le gouvernement Harper continue de réserver des surprises au milieu de l'édition : après avoir catégoriquement refusé d'occuper la présidence d'honneur de la Foire du livre de Francfort en 2017, Ottawa a « imposé » une subvention de 75 000 \$ à l'un des principaux organismes de l'industrie, a appris *Le Devoir*. Un appui financier dont celle-ci n'a jamais exprimé le souhait.

Alors que les besoins en édition sont criants, le Fonds du livre du Canada (FLC) du ministère du Patrimoine canadien a octroyé à Livres Canada Books une subvention non sollicitée de 74 750 \$. L'argent servira à organiser un « symposium sur l'exportation du livre » en janvier 2016, et ce, même si plusieurs éditeurs doutent de la pertinence et des retombées d'une telle rencontre.

« Nous n'avons aucune idée d'où émane cette soudaine urgence à organiser un symposium sur l'exportation du livre », a indiqué sous le couvert de l'anonymat l'un des nombreux éditeurs contactés par *Le Devoir*. *Ça n'a jamais fait partie des désirs et des priorités des éditeurs, qui cherchent du soutien concret pour réaliser des ventes à l'international. Certains le qualifient même déjà de monumental gaspillage de fonds publics. Par principe, nous avons d'ores et déjà décidé de [le] boycotter. »*

Au cours des derniers mois, les fonctionnaires chargés du Fonds du livre auraient in-

VOIR PAGE A 8 : LIVRE

Lire aussi · **Scène internationale.** Le livre francophone prospère alors que le livre anglophone décline. *Page B 7*

Un surplus-surprise qui tombe à point pour Harper

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire
à Ottawa

Stephen Harper le promettait depuis des années, c'est maintenant chose faite : son gouvernement a retrouvé l'équilibre budgétaire l'an dernier, en affichant un surplus un an plus tôt que prévu. Le chef conservateur ne cachait pas sa joie lundi, prédisant même — malgré les avertissements de plusieurs experts — un second surplus cette année. Mais les libéraux accusent Stephen Harper d'avoir équilibré ses chiffres en réduisant en cachette les budgets des ministères.

La nouvelle ne pouvait pas mieux tomber pour les conservateurs, malmenés depuis deux semaines par la crise des réfugiés syriens. Stephen Harper avait retrouvé le sourire grâce au rapport annuel du ministère des Finances : plutôt qu'un déficit de 5,2 milliards — un septième de suite pour Stephen Harper —, c'est un surplus de 1,9 milliard qu'a enregistré le gouvernement fédéral en 2014-2015.

« Le surplus de la dernière année indique que nous sommes déjà en meilleure posture au commencement de cette année que prévu », a lancé le chef conservateur. S'ajoute à ce surplus l'autre que rapportait fin août le ministère des Finances : 5 milliards au premier trimestre de 2015-2016.

« Tous ces chiffres indiquent qu'on va avoir un

VOIR PAGE A 8 : SURPLUS



Élections fédérales

Notre couverture électorale. Textes et analyses en *pages A 2 et A 3*



LE DEVOIR

Au nombre des signataires du manifeste, Naomi Klein, Denis Villeneuve, Leonard Cohen, Yann Martel, Régine Chassagne, Gabriel Nadeau-Dubois, Feist, David Suzuki, Ellen Page, Philippe Falardeau, Ann-Marie MacDonald et Neil Young.

Un virage vert pour la justice sociale

Des dizaines de personnalités québécoises et canadiennes signent un manifeste ciblant l'inaction des politiciens

ALEXANDRE SHIELDS

Un regroupement de personnalités publiques canadiennes de différents horizons lance ce mardi un vibrant plaidoyer en faveur d'une véritable transition énergétique axée sur une plus grande justice sociale, a appris *Le Devoir*. Un geste qui se veut une réponse à l'inaction climatique de la classe politique, favorable à l'expansion de l'industrie des énergies fossiles et prompte à imposer des mesures d'austérité particulièrement nuisibles.

« Nous partons du constat que le Canada et le Québec traversent aujourd'hui la crise la plus grave de leur histoire récente, expose d'entrée de jeu le manifeste intitulé *Un grand bond vers l'avant*, qui sera lancé ce mardi à Toronto et que *Le Devoir* publie en exclusivité en page Idées. La Commission de vérité et réconciliation a permis de prendre acte d'épisodes révoltants de notre passé proche. La pauvreté et les inégalités qui s'accroissent creusent une cicatrice qui défigure notre présent. Et la performance canadienne dans le dossier des changements climatiques est un véritable crime contre l'humanité à venir. »

Ce constat particulièrement sévère de la situation de la société canadienne et québécoise est cautionné par plusieurs personnalités au pays. Parmi les premiers signataires du manifeste, on trouve ainsi Neil Young, le cinéaste Denis Villeneuve, le philosophe Charles Taylor, le groupe Arcade Fire, l'écrivain Yann Martel, Leonard Cohen, le cinéaste Philippe Falardeau et l'acteur Donald Sutherland. Plusieurs groupes sociaux ont aussi signé le texte.

En clair, les signataires font valoir l'urgence d'une sortie rapide du modèle énergétique actuel. « Ce modèle, basé sur les énergies fossiles, a échoué, résume l'auteure Naomi Klein, cosignataire du manifeste, en entrevue au *Devoir*. Qui plus est, la science nous dit très clairement que

« La performance canadienne dans le dossier des changements climatiques est un véritable crime contre l'humanité à venir »

VOIR PAGE A 8 : MANIFESTE

Le pari d'Angela Merkel

La décision de l'Allemagne de suspendre les accords de Schengen est une façon de forcer les pays réfractaires, comme la Hongrie, à faire face à leurs responsabilités devant l'arrivée massive des migrants.

MARC SEMO

C'est un coup de semonce, mais pas seulement. Annoncée à la veille de la réunion des ministres de l'Intérieur des Vingt-Huit pour discuter de mesures pour faire face à l'afflux de réfugiés, la décision de Berlin de rétablir ses contrôles à la fron-

tière avec l'Autriche, suspendant ainsi provisoirement les accords de Schengen, a été imitée lundi par la Slovaquie, la République tchèque et l'Autriche. La Hongrie, elle, a déployé des militaires à sa frontière.

Si cette apparente volte-face de Berlin s'explique par une situation en passe de

VOIR PAGE A 8 : MIGRANTS



ATTILA KISBENEDEK AGENCE FRANCE-PRESSE

Une migrante et sa fille tentant de franchir la frontière entre la Serbie et la Hongrie

AUJOURD'HUI

Actualités

Le ratatinage.

Notre chroniqueur Michel David traite des compressions au ministère des Relations internationales. *Page A 3*



Actualités · **Abattage rituel.** Le projet de loi ne va pas assez loin, selon une juriste. *Page A 4*

Économie

· **Libre-échange Canada-UE.** Une version finale du traité dans 18 mois? *Page B 1*



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 6
Météo..... B 4
Mots croisés..... B 3
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 3

ÉLECTIONS

L'HEURE JUSTE

Les rois de la brique et du mortier

Ce qu'ils ont dit : « Nous allons faire le plus important nouvel investissement dans les infrastructures de l'histoire du Canada. »

— Le chef libéral Justin Trudeau

« Nous poursuivons le plan d'investissement dans les infrastructures le plus long, le plus vaste, le plus ambitieux qu'ait jamais mené un gouvernement canadien dans l'histoire de ce pays. »

— Le chef conservateur Stephen Harper

Les faits : M. Trudeau promet de dépenser près de 60 milliards de plus que le gouvernement conservateur sur une période de dix ans. Le gouvernement de M. Harper, lui, rappelle qu'il a fait des investissements et en a annoncé d'autres dans ses derniers budgets. Ils totalisent environ 80 milliards de dollars de 2007 à 2024, dont un peu plus de 60 milliards qui restent à dépenser.

En chiffres absolus, on peut dire que le gouvernement conservateur de M. Harper a effectivement dépensé plus que tout autre gouvernement avant lui. Et si un gouvernement libéral en remet, on nagera encore dans les records.

Leurs affirmations se nuancent quand on mesure l'effort consenti par rapport au produit intérieur brut (PIB). Selon une analyse réalisée en 2013 par Hugh Mackenzie, du Centre canadien de politiques alternatives, les investissements fédéraux dans les infrastructures ont baissé pendant quatre décennies avant de connaître un sursaut en 2009 et 2010 grâce au plan de stimulation économique adopté par les conservateurs pour juguler la récession.

Durant la deuxième moitié des années 1950, la contribution fédérale représentait un peu plus de 3% du PIB. Elle a ensuite oscillé autour de 2% du PIB durant les années 1980 et la première moitié des années 1990 puis a fléchi autour de 1,5% jusqu'au milieu des années 2000. En 2009 et 2010, elle a rebondi pour se situer sous la barre des 3%.

Depuis la fin de son plan de relance, le gouvernement a ralenti le pas, mais a maintenu un niveau d'investissements supérieur à celui qui prévalait à son arrivée au pouvoir. Les années de sous-investissement ont toutefois créé un fossé qui demandera davantage de fonds pour être comblé. D'où la promesse de M. Trudeau pour doubler, pour ainsi dire la mise des conservateurs.

Manon Cornéliier

La citation du jour

« Nous avons fait une quarantaine d'études et nous croyons que l'enjeu a été étudié à mort »



Stephen Harper, au sujet de son refus de déclencher une enquête publique sur les femmes autochtones disparues ou assassinées. Dans un entretien publié lundi par le magazine *Châtelaine*, le premier ministre et chef du Parti conservateur ajoute qu'il s'agit d'un phénomène « dérangeant » et que c'est la raison pour laquelle son gouvernement préfère investir dans la prévention et les enquêtes policières. « Il est temps de passer à l'action », conclut-il.

4,5 milliards

C'est le surplus du compte de l'assurance-emploi en 2014-2015, selon le rapport financier annuel du gouvernement fédéral. Le même rapport conclut à un surplus global de 1,9 milliard pour la même année.

INFRASTRUCTURES

Duceppe veut forcer Ottawa à en faire plus

JEANNE CORRIVEAU

Ottawa n'en fait pas assez en ce qui a trait au financement des infrastructures et devrait alléger le fardeau des villes, a fait valoir le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui était de passage à l'hôtel de ville de Montréal lundi matin pour y rencontrer le maire Denis Coderre. Les anciens adversaires de la scène fédérale ont semblé trouver quelques terrains d'entente.

« On n'est pas d'accord sur certains dossiers, mais je sais que c'est un homme sérieux et que, s'il est élu comme député, ça va être un allié pour Montréal », a expliqué le maire Coderre à l'issue de sa rencontre avec le chef du Bloc québécois.

Sur plusieurs dossiers, Gilles Duceppe s'est rangé du côté des villes. En matière d'infrastructures, il a plaidé en faveur d'une nouvelle formule de partage des dépenses afin que le gouvernement fédéral en assume une part plus importante. Ainsi, plutôt qu'un partage égal entre les trois ordres de gouvernement, il a suggéré qu'Ottawa assume la moitié de la facture, contre le tiers pour les provinces et le sixième pour les municipalités. « Il y a beaucoup d'argent qui va au fédéral et au provincial par le biais des taxes et des impôts, ce qui ne revient pas aux municipalités. On pense qu'il y a urgence d'intervenir », a-t-il expliqué.

Au sujet de Postes Canada, Gilles Duceppe



Gilles Duceppe a rencontré le maire de Montréal, Denis Coderre, lundi.

est d'avis que la société de la Couronne devrait être obligée d'obtenir la permission des villes avant d'intervenir sur leurs territoires et même sur les pelouses des citoyens. « C'est archaïque. Ça remonte à des privilèges royaux de 1869 » a-t-il dit.

Questionné sur ce qu'il pourrait offrir à la métropole même si son parti est condamné aux banquettes de l'opposition, Gilles Duceppe

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Dans beaucoup de réserves autochtones, les maisons n'ont pas d'adresse, ce qui inquiète plusieurs groupes. Ci-dessus, une vue aérienne d'Attawapiskat, dans le nord de l'Ontario.

LA PRESSE CANADIENNE

Vote : les nouvelles règles n'inquiètent pas Élections Canada

MURRAY BREWSTER

à Ottawa

Malgré le tollé soulevé par la nouvelle loi électorale, le directeur général des élections du Canada, Marc Mayrand, est certain que tout le monde pourra voter le 19 octobre prochain.

D'après M. Mayrand, l'agence électorale en a fait beaucoup pour informer les gens, particulièrement en ligne et dans les communautés autochtones.

Les nouvelles exigences d'identification de la Loi sur l'intégrité des élections du gouvernement conservateur ne devraient pas causer de problèmes, tant que les électeurs se préparent, a-t-il ajouté. « Nous avons pris diverses mesures pour nous assurer que personne ne se fera rejeter le droit de vote. »

Les partis d'opposition avaient soulevé plusieurs craintes lors des débats entourant le projet de loi C-24.

M. Mayrand a souligné que l'exercice des droits démocratiques était en partie de la responsabilité de l'électeur. « Je pense qu'il y a moyen de voter. Si vous êtes inquiet de votre capacité à démontrer votre identité et votre adresse, avisez-nous. »

La loi exige désormais que chaque électeur présente une carte d'identité avec photo valide, telle qu'un permis de conduire ou un passeport. Mais l'une des inquiétudes principales est que les réserves soient exagérément désavantagées. « L'un des problèmes qu'ont les autochtones dans ce pays est qu'il n'y a souvent pas d'adresses du tout dans les réserves », a indiqué le directeur général des élections.

De plus, la preuve d'identité d'un électeur par un répondant est désormais éliminée. Quelqu'un qui n'a pas les documents d'identification exigés ne peut donc compter sur quelqu'un d'autre pour se porter garant de son identité.

Partenariat Facebook

Élections Canada a traduit en 15 langues autochtones les informations électorales afin que les exigences soient claires pour tout le monde, a indiqué M. Mayrand. L'agence électorale a également pris des arrangements pour faciliter l'obtention d'une preuve d'adresse. Les conseils de bande peuvent maintenant remettre des lettres à leurs membres pour attester de leur lieu de résidence.

Plusieurs groupes autochtones se sont opposés aux changements du gouvernement Harper, mais les conservateurs insistent pour que quiconque remplissant un bulletin de vote ait les preuves d'identité exigées. Au printemps 2014, alors qu'un comité de la Chambre des communes analysait le projet de loi, des groupes autochtones avaient soulevé le fait que même les lettres des conseils de bande avaient leurs limites puisque, souvent, des gens vivent à l'extérieur des réserves.

Élections Canada tente de rejoindre tous les électeurs, a répondu M. Mayrand, par divers nouveaux moyens innovateurs. L'agence fédérale et Facebook se sont associés pour diffuser aux internautes en âge de voter des messages leur rappelant de vérifier leur inscription sur la liste électorale.

La nouvelle loi prévoit aussi des limites aux publicités que peut diffuser Elections Canada pour encourager les gens à voter. Interrogé sur les impacts de ces nouvelles règles, M. Mayrand a seulement dit qu'elles clarifiaient le type de publicité que peut faire l'agence.

Thomas Mulcair et Justin Trudeau ont jusqu'à mardi midi pour répondre à l'invitation de Munk Debates. Aucun des deux n'a encore officiellement répondu jusqu'à présent. Les conservateurs ont déjà confirmé la présence de leur chef Stephen Harper à ce débat. « Nous avons été les premiers à confirmer notre présence à ce débat. Nous sommes heureux de débattre de nos politiques, quelle que soit la langue », a déclaré le porte-parole de la campagne conservatrice, Kory Teneyiffe.

Le débat de Munk Debates sera diffusé en français et en anglais sur les ondes de CPAC.

La Presse canadienne

Animé par le directeur adjoint de l'information du Devoir
Jean-François Nadeau

Alexandre Boulerice, Nouveau Parti démocratique (NPD)
Daniel Green, Parti vert du Canada (PVC)
Rodolphe Husny, Parti conservateur du Canada (PCC)
Marwah Rizay, Parti libéral du Canada (PLC)
Gabriel Ste-Marie, Bloc québécois (BQ)

La Presse canadienne

À Montréal

Une présentation du journal *Le Devoir*, du collectif *Échec aux paradis fiscaux* et de la revue *Liberté*

DÉBAT ÉLECTORAL

Lutte contre les paradis fiscaux : que doit faire le Canada ?

Comment les principaux partis perçoivent-ils le problème du recours aux paradis fiscaux par les grandes entreprises et les contribuables fortunés et qu'entendent-ils faire, dès le prochain mandat, s'ils sont élus ?

**LE MERCREDI
23 SEPTEMBRE 2015, 19 H**

L'auditorium de la Grande Bibliothèque
475, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal
Accessible par le métro Berri-UQAM • Entrée libre

LE DEVOIR

LIBERTÉ

ÉCHEC AUX PARADIS FISCAUX

FÉDÉRALES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Maxime Bernier, député sortant de Beauce, était à Montréal avec quelques candidats locaux.

PROMESSES ÉLECTORALES

Le PC se dit seul à respecter les provinces

NPD et PLC empiètent sur les compétences provinciales, affirme Maxime Bernier

KARL
RETTINO-PARAZELLI

« Nous sommes capables de faire la différence entre s'ingérer dans les affaires des provinces et travailler avec les provinces »

Alexandre Boulerice, candidat néodémocrate

« Les fonctionnaires pour créer des programmes de garderies, qui ne répondront pas aux besoins de l'ensemble de la population, comme on le voit ici au Québec, a-t-il poursuivi. On croit aux individus : on remet l'argent dans les poches des familles et celles-ci ont la liberté de faire ce qu'elles veulent avec cet argent-là, soit de payer une garderie à la maison ou de payer une garderie publique ou privée. »

Le candidat conservateur a ainsi critiqué à mots couverts la volonté des néodémocrates de créer un million de places en garderies à 15\$ par jour d'ici huit ans. Pour que cet engagement se concrétise, les provinces devront payer 40%

« Nos philosophies sont complètement différentes. Les néodémocrates et les libéraux veulent prendre l'argent dans les poches des citoyens et le donner

à des fonctionnaires pour créer des programmes de garderies, qui ne répondront pas aux besoins de l'ensemble de la population, comme on le voit ici au Québec, a-t-il poursuivi. On croit aux individus : on remet l'argent dans les poches des familles et celles-ci ont la liberté de faire ce qu'elles veulent avec cet argent-là, soit de payer une garderie à la maison ou de payer une garderie publique ou privée. »

Le candidat conservateur a ainsi critiqué à mots couverts la volonté des néodémocrates de créer un million de places en garderies à 15\$ par jour d'ici huit ans. Pour que cet engagement se concrétise, les provinces devront payer 40%

Respecter la Constitution

« Lorsqu'on n'interfère pas dans le champ [de compétence] des provinces, on n'a pas besoin de s'asseoir avec elles pour trouver un terrain d'entente, on a seulement à res-

pecter la Constitution, a expliqué le député sortant. La constitution est bien faite. Tous les sujets de nature locale sont dévoués au gouvernement provincial et tous les autres sujets sont dévoués au gouvernement fédéral. En respectant la constitution, on respecte l'autonomie des provinces et il n'y a pas de chicane fédéral-provincial. »

« Nous, on collabore avec l'ensemble des premiers ministres et on respecte la Constitution canadienne », a-t-il conclu.

Collaborer sans s'ingérer

En tenant un tel discours, Maxime Bernier tente de justifier l'inaction des conservateurs, rétorque le candidat néodémocrate dans Rosemont-La Petite-Patrie, Alexandre Boulerice.

« Nous sommes capables de faire la différence entre s'ingérer dans les affaires des provinces et travailler avec les provinces, dit-il. Ce qu'on veut, c'est travailler avec les provinces et on veut aller de l'avant en santé, en éducation postsecondaire parce que c'est ce que les gens réclament. »

M. Boulerice fait remarquer que « l'esprit collaboratif » privi-

légié par le NPD est une approche contraire à celle des conservateurs. « On va avoir une approche qui est complètement différente. Ça va être nouveau, ça va faire du bien et on va travailler pour le monde. Si on peut aider à ce que les gens aient un médecin de famille, tout le monde va être content », a illustré le lieutenant québécois du NPD au Québec.

« Contrairement à Stephen Harper, qui refuse catégoriquement de travailler avec ses homologues provinciaux, et à M. Mulcair, qui reflète les coûts de ses promesses aux provinces, Justin Trudeau est convaincu qu'on va travailler pour le monde. Si on peut aider à ce que les gens aient un médecin de famille, tout le monde va être content », a illustré le lieutenant québécois du NPD au Québec.

« Un gouvernement libéral sera le vrai partenaire dont les provinces ont besoin pour relever les défis collectifs auxquels nous faisons face », juge-t-il.

Le Devoir

Le NPD subventionnerait l'embauche de personnel médical

Vancouver — Le chef néodémocrate, Thomas Mulcair, promet de subventionner l'embauche de médecins et d'infirmières afin que les provinces puissent offrir des services médicaux à 5 millions de Canadiens de plus. Il a fait sa nouvelle promesse à Vancouver, lundi matin. Un gouvernement néodémocrate créerait une nouvelle subvention qui faciliterait l'embauche, par les provinces, de 7000 médecins, infirmières et autres professionnels de la santé. Les néodémocrates promettent également de financer la construction de 200 cliniques médicales au pays. M. Mulcair calcule que cette promesse coûterait 500 millions, en quatre ans, au gouvernement fédéral. Le chef du NPD a dû se défendre de concentrer le gros de ses dépenses promises dans la quatrième année d'un gouvernement néodémocrate. Il a dit faire des calculs transparents et sensés. Prenant l'exemple de sa promesse du jour, il a expliqué qu'il était normal de prévoir l'argent pour l'embauche des professionnels dès la première année de son éventuelle prise de pouvoir et de calculer la construction des cliniques pour l'année suivante.

La Presse canadienne

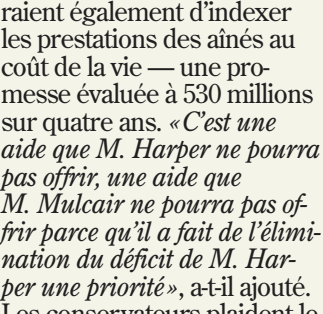


Aînés : Trudeau veut bonifier les prestations

À Toronto, M. Trudeau a réitéré ses promesses pour aider financièrement les personnes âgées. Les libéraux promettent, entre autres choses, d'augmenter de 10% le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu vivants seuls — ce qui représente 3 milliards sur quatre ans. Le politicien a annoncé devant l'Association canadienne des personnes retraitées que les libéraux entameraient des négociations dans leurs trois premiers mois au pouvoir avec les provinces pour améliorer le système de pension. M. Trudeau n'a toutefois pas précisé quels changements il souhaitait apporter aux mesures actuelles. Les libéraux s'assureraient également d'indexer les prestations des aînés au coût de la vie — une promesse évaluée à 530 millions sur quatre ans. « C'est une aide que M. Harper ne pourra pas offrir, une aide que M. Mulcair ne pourra pas offrir parce qu'il a fait de l'élimination du déficit de M. Harper une priorité », a-t-il ajouté.

Les conservateurs plaident le fait qu'ils ont appuyé les impôts en diminuant les impôts. L'élection dans la circonscription de Spadina-Fort York, où a fait campagne M. Trudeau, s'annonce serrée alors que le député libéral sortant, Adam Vaughan, se mesure à l'ancienne députée néodémocrate Olivia Chow.

La Presse canadienne



Le chef libéral, Justin Trudeau, a classé Bruce Carson parmi la « longue liste de nominations douteuses » du chef conservateur. « M. Harper n'a pas été très bon dans sa sélection des gens qui doivent servir les Canadiens avec compétence et intégrité », a déploré M. Trudeau.

Questionné sur le sujet alors qu'il était à Kamloops, à Vancouver, M. Harper s'est contenté de dire qu'il s'agissait d'allégations contre un simple citoyen qui ne travaillait plus à son bureau depuis longtemps.

L'affaire Carson suit de peu le procès hautement médiatisé du sénateur Mike Duffy, qui a occulté le message électoral des conservateurs durant environ deux semaines, en août.

La Presse canadienne

Blogue électoral

Une publicité personnelle pour Maxime Bernier et des citoyens qui traquent la vérité. Nos nouvelles entrées à www.ledevoir.com/blogue-elections-2015

L'HEURE JUSTE

Les rois de la brique et du mortier

Ce qu'ils ont dit : «*Nous allons faire le plus important nouvel investissement dans les infrastructures de l'histoire du Canada.*» — Le chef libéral Justin Trudeau

«*Nous poursuivons le plan d'investissement dans les infrastructures le plus long, le plus vaste, le plus ambitieux qu'ait jamais mené un gouvernement canadien dans l'histoire de ce pays.*» — Le chef conservateur Stephen Harper

Les faits : M. Trudeau promet de dépenser près de 60 milliards de plus que le gouvernement conservateur sur une période de dix ans. Le gouvernement de M. Harper, lui, rappelle qu'il a fait des investissements et en a annoncé d'autres dans ses derniers budgets. Ils totalisent environ 80 milliards de dollars de 2007 à 2024, dont un peu plus de 60 milliards qui restent à dépenser.

En chiffres absolus, on peut dire que le gouvernement conservateur de M. Harper a effectivement dépensé plus que tout autre gouvernement avant lui. Et si un gouvernement libéral en remet, on nagera encore dans les records.

Leurs affirmations se nuancent quand on mesure l'effort consenti par rapport au produit intérieur brut (PIB). Selon une analyse réalisée en 2013 par Hugh Mackenzie, du Centre canadien de politiques alternatives, les investissements fédéraux dans les infrastructures ont baissé pendant quatre décennies avant de connaître un sursaut en 2009 et 2010 grâce au plan de stimulation économique adopté par les conservateurs pour juguler la récession.

Durant la deuxième moitié des années 1950, la contribution fédérale représentait un peu plus de 3% du PIB. Elle a ensuite oscillé autour de 2% du PIB durant les années 1980 et la première moitié des années 1990 puis a fléchi autour de 1,5% jusqu'au milieu des années 2000. En 2009 et 2010, elle a rebondi pour se situer sous la barre des 3%.

Depuis la fin de son plan de relance, le gouvernement a ralenti le pas, mais a maintenu un niveau d'investissements supérieur à celui qui prévalait à son arrivée au pouvoir. Les années de sous-investissement ont toutefois créé un fossé qui demandera davantage de fonds pour être comblé. D'où la promesse de M. Trudeau pour doubler, pour ainsi dire la mise des conservateurs.

Manon Cornellier

La citation du jour

« Nous avons fait une quarantaine d'études et nous croyons que l'enjeu a été étudié à mort »



Stephen Harper, au sujet de son refus de déclencher une enquête publique sur les femmes autochtones disparues ou assassinées. Dans un entretien publié lundi par le magazine *Châtelaine*, le premier ministre et chef du Parti conservateur ajoute qu'il s'agit d'un phénomène «*dérangeant*» et que c'est la raison pour laquelle son gouvernement préfère investir dans la prévention et les enquêtes policières. «*Il est temps de passer à l'action*», conclut-il.

4,5 milliards

C'est le surplus du compte de l'assurance-emploi en 2014-2015, selon le rapport financier annuel du gouvernement fédéral. Le même rapport conclut à un surplus global de 1,9 milliard pour la même année.

INFRASTRUCTURES

Duceppe veut forcer Ottawa à en faire plus

JEANNE CORRIVEAU

Ottawa n'en fait pas assez en ce qui a trait au financement des infrastructures et devrait alléger le fardeau des villes, a fait valoir le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui était de passage à l'hôtel de ville de Montréal lundi matin pour y rencontrer le maire Denis Coderre. Les anciens adversaires de la scène fédérale ont semblé trouver quelques terrains d'entente.

«*On n'est pas d'accord sur certains dossiers, mais je sais que c'est un homme sérieux et que, s'il est élu comme député, ça va être un allié pour Montréal*», a expliqué le maire Coderre à l'issue de sa rencontre avec le chef du Bloc québécois.

Sur plusieurs dossiers, Gilles Duceppe s'est rangé du côté des villes. En matière d'infrastructures, il a plaidé en faveur d'une nouvelle formule de partage des dépenses afin que le gouvernement fédéral en assume une part plus importante. Ainsi, plutôt qu'un partage égal entre les trois ordres de gouvernement, il a suggéré qu'Ottawa assume la moitié de la facture, contre le tiers pour les provinces et le sixième pour les municipalités. «*Il y a beaucoup d'argent qui va au fédéral et au provincial par le biais des taxes et des impôts, ce qui ne revient pas aux municipalités. On pense qu'il y a urgence d'intervenir*», a-t-il expliqué.

Au sujet de Postes Canada, Gilles Duceppe



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Gilles Duceppe a rencontré le maire de Montréal, Denis Coderre, lundi.

est d'avis que la société de la Couronne devrait être obligée d'obtenir la permission des villes avant d'intervenir sur leurs territoires et même sur les pelouses des citoyens. «*C'est archaïque. Ça remonte à des privilèges royaux de 1869*» a-t-il dit.

Questionné sur ce qu'il pourrait offrir à la métropole même si son parti est condamné aux banquettes de l'opposition, Gilles Duceppe



LA PRESSE CANADIENNE
Dans beaucoup de réserves autochtones, les maisons n'ont pas d'adresse, ce qui inquiète plusieurs groupes. Ci-dessus, une vue aérienne d'Attawapiskat, dans le nord de l'Ontario.

Vote : les nouvelles règles n'inquiètent pas Élections Canada

MURRAY BREWSTER
à Ottawa

Malgré le tollé soulevé par la nouvelle loi électorale, le directeur général des élections du Canada, Marc Mayrand, est certain que tout le monde pourra voter le 19 octobre prochain.

D'après M. Mayrand, l'agence électorale en a fait beaucoup pour informer les gens, particulièrement en ligne et dans les communautés autochtones.

Les nouvelles exigences d'identification de la Loi sur l'intégrité des élections du gouvernement conservateur ne devraient pas causer de problèmes, tant que les électeurs se préparent, a-t-il ajouté. «*Nous avons pris diverses mesures pour nous assurer que personne ne se fera refuser le droit de vote.*»

Les partis d'opposition avaient soulevé plusieurs craintes lors des débats entourant le projet de loi C-24.

M. Mayrand a souligné que l'exercice des droits démocratiques était en partie de la responsabilité de l'électeur. «*Je pense qu'il y a moyen de voter. Si vous êtes inquiet de votre capacité à démontrer votre identité et votre adresse, avisez-nous.*»

La loi exige désormais que chaque électeur présente une carte d'identité avec photo valide, telle qu'un permis de conduire ou un passeport. Mais l'une des inquiétudes principales est que les autochtones vivant dans des réserves soient exagérément disqualifiés. «*L'un des problèmes qu'ont les autochtones dans ce pays est qu'il n'y a souvent pas d'adresses du tout dans les réserves*», a indiqué le directeur général des élections.

De plus, la preuve d'identité d'un électeur par un répondant est désormais éliminée. Quelqu'un qui n'a pas les documents d'identification exigés ne peut donc compter sur quelqu'un d'autre pour se porter garant de son identité.

Partenariat Facebook

Élections Canada a traduit en 15 langues autochtones les informations électorales afin que les exigences soient claires pour tout le monde, a indiqué M. Mayrand. L'agence électorale a également pris des arrangements pour faciliter l'obtention d'une preuve d'adresse. Les conseils de bande peuvent maintenant remettre des lettres à leurs membres pour attester de leur lieu de résidence.

Plusieurs groupes autochtones se sont opposés aux changements du gouvernement Harper, mais les conservateurs insistent pour que quiconque remplissant un bulletin de vote ait les preuves d'identité exigées. Au printemps 2014, alors qu'un comité de la Chambre des communes analysait le projet de loi, des groupes autochtones avaient soulevé le fait que même les lettres des conseils de bande avaient leurs limites puisque, souvent, des gens vivent à l'extérieur des réserves.

Élections Canada tente de rejoindre tous les électeurs, a répondu M. Mayrand, par divers nouveaux moyens innovateurs. L'agence fédérale et Facebook se sont associés pour diffuser aux internautes en âge de voter des messages leur rappelant de vérifier leur inscription sur la liste électorale.

La nouvelle loi prévoit aussi des limites aux publicités que peut diffuser Elections Canada pour encourager les gens à voter. Interrogé sur les impacts de ces nouvelles règles, M. Mayrand a seulement dit qu'elles clarifiaient le type de publicité que peut faire l'agence.

La Presse canadienne

a rétorqué qu'en 2007, le Bloc avait été en mesure d'obtenir pour le Québec des investissements 3,3 milliards de dollars. «*On risque fort probablement d'avoir un gouvernement minoritaire. Je crois qu'en ayant la balance du pouvoir, ça peut être une carte dans les mains du Québec et de Montréal*», a-t-il fait valoir.

Des fonds pour le 375^e

Selon M. Duceppe, le gouvernement fédéral devrait aider financièrement Montréal pour les célébrations de son 375^e anniversaire même si cet argent devait être puisé dans les fonds du 150^e de la Confédération qui aura aussi lieu en 2017.

Finalement, le chef bloquiste a réitéré son opposition au projet de pipeline Énergie Est qui traversera 70 municipalités québécoises dont Montréal, écorchant au passage ses adversaires Thomas Mulcair, chef du NPD, et Justin Trudeau, du Parti libéral du Canada, pour leurs positions ambiguës dans ce dossier.

Gilles Duceppe est le troisième chef de parti fédéral, après Justin Trudeau et Elizabeth May, à s'arrêter à l'hôtel de ville dans le cadre de la campagne électorale. Denis Coderre leur avait soumis 26 demandes totalisant près de 600 millions de dollars annuellement pour la métropole.

Le Devoir

Le débat Munk ne sera pas bilingue

Trudeau et Mulcair n'ont pas confirmé leur présence

ALLISON JONES
à Toronto

Les chefs du Parti libéral du Canada et du Nouveau Parti démocratique étudient la dernière proposition de l'organisation Munk Debates sur un débat portant sur les politiques étrangères, mais la question de la langue pourrait tout faire dérailler.

Justin Trudeau et Thomas Mulcair ont confirmé leur présence à tous les débats nationaux à condition qu'il y en ait un nombre égal en français et en anglais.

Un débat en langue anglaise s'est déjà déroulé. Il y en aura un second dans la langue de Shakespeare et deux autres dans la langue de Molière. Les chefs disent avoir aussi accepté l'invitation de Munk Debates, croyant qu'il y aurait autant de thèmes abordés dans les deux langues officielles du pays.

Mais l'animateur du débat, Rudyard Griffiths, unilingue anglophone, dit que l'organisation ne s'est jamais engagée à présenter un débat bilingue. Le NPD aurait accepté de participer à ce débat qui devait se dérouler seulement en anglais, mais aurait plus tard exigé qu'il soit bilingue.

«*Nous avons répondu à leurs demandes et nous nous sommes engagés à ce que ce débat ait des éléments bilingues*», a déclaré M. Griffiths. *Nous n'avons, à aucun moment, accepté d'organiser un débat totalement bilingue.*»

Les libéraux ont exprimé des inquiétudes au sujet du contenu en français, a reconnu l'animateur. La dernière proposition pour le débat du 28 septembre permet à chaque participant de parler dans la langue de son choix, avec traduction simultanée, comme cela se fait à la Chambre des communes. «*Nous ne sommes pas la Commission des langues officielles*», a ajouté M. Griffiths. *Nous sommes Munk Debates. Nous pensons qu'un débat employant le français et l'anglais de façon semblable à la Chambre des communes satisfera les demandes des parties pour une joute oratoire bilingue.*»

Thomas Mulcair et Justin Trudeau ont jusqu'à mardi midi pour répondre à l'invitation de Munk Debates. Aucun des deux n'a encore officiellement répondu jusqu'à présent. Les conservateurs ont déjà confirmé la présence de leur chef Stephen Harper à ce débat. «*Nous avons été les premiers à confirmer notre présence à ce débat. Nous sommes heureux de débattre de nos politiques, quelle que soit la langue*», a déclaré le porte-parole de la campagne conservatrice, Kory Teneycke.

Le débat de Munk Debates sera diffusé en français et en anglais sur les ondes de CPAC.

La Presse canadienne

Une présentation du journal **Le Devoir**, du collectif **Échec aux paradis fiscaux** et de la revue **Liberté**

DÉBAT ÉLECTORAL

Lutte contre les paradis fiscaux : que doit faire le Canada ?

Comment les principaux partis perçoivent-ils le problème du recours aux paradis fiscaux par les grandes entreprises et les contribuables fortunés et qu'entendent-ils faire, dès le prochain mandat, s'ils sont élus ?

Animé par le directeur adjoint de l'information du *Devoir*
Jean-François Nadeau

Alexandre Boulерice, Nouveau Parti démocratique (NPD)

Daniel Green, Parti vert du Canada (PVC)

Rodolphe Husny, Parti conservateur du Canada (PCC)

Marwah Rizqy, Parti libéral du Canada (PLC)

Gabriel Ste-Marie, Bloc québécois (BQ)

À Montréal

LE MERCREDI
23 SEPTEMBRE 2015, 19 H

L'auditorium de la Grande Bibliothèque
475, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal
Accessible par le métro Berri-UQAM • Entrée libre

LE DEVOIR

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

ÉCHEC AUX PARADIS FISCAUX

FÉDÉRALES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Maxime Bernier, député sortant de Beauce, était à Montréal avec quelques candidats locaux.

PROMESSES ÉLECTORALES

Le PC se dit seul à respecter les provinces

NPD et PLC empiètent sur les compétences provinciales, affirme Maxime Bernier

KARL
RETTINO-PARAZELLI

Les conservateurs accusent leurs adversaires libéraux et néodémocrates d'empiéter sur les champs de compétence des provinces avec leurs promesses concernant les garderies, la santé ou l'éducation.

« On s'aperçoit encore que les chefs des deux partis, avec leur discours constitutionnel d'ingérence dans les champs de compétence des provinces, essaient de définir comment on pourrait détruire le Canada. Ça ne fait absolument pas partie des priorités des Québécois », a déclaré lundi matin le candidat conservateur Maxime Bernier, lors d'un point de presse à Montréal, au sujet de certains engagements formulés par le Nouveau Parti démocratique (NPD) et le Parti libéral du Canada (PLC) au cours de la présente campagne électorale.

« Nos philosophies sont complètement différentes. Les néodémocrates et les libéraux veulent prendre l'argent dans les poches des citoyens et le donner

« Nous sommes capables de faire la différence entre s'ingérer dans les affaires des provinces et travailler avec les provinces »

Alexandre Boulerice, candidat néodémocrate

à des fonctionnaires pour créer des programmes de garderies, qui ne répondront pas aux besoins de l'ensemble de la population, comme on le voit ici au Québec, a-t-il poursuivi. On croit aux individus: on remet l'argent dans les poches des familles et celles-ci ont la liberté de faire ce qu'elles veulent avec cet argent-là, soit de payer une gardienne à la maison ou de payer une garderie publique ou privée. »

Le candidat conservateur a ainsi critiqué à mots couverts la volonté des néodémocrates de créer un million de places en garderies à 15\$ par jour d'ici huit ans. Pour que cet engagement se concrétise, les provinces devront payer 40%

de la facture, et certaines d'entre elles ont déjà signifié leurs réticences. Le chef néodémocrate, Thomas Mulcair, se dit malgré tout convaincu qu'il parviendra à mettre sa réforme en place.

De manière générale, M. Bernier a ciblé sans les nommer les promesses néodémocrates et libérales en matière d'éducation et de santé, deux champs de compétence réservés aux provinces.

Respecter la Constitution

« Lorsqu'on n'interfère pas dans le champ [de compétence] des provinces, on n'a pas besoin de s'asseoir avec elles pour trouver un terrain d'entente, on a seulement à res-

pecter la Constitution, a expliqué le député sortant. La constitution est bien faite. Tous les sujets de nature locale sont dévoués au gouvernement provincial et tous les autres sujets sont dévoués au gouvernement fédéral. En respectant la constitution, on respecte l'autonomie des provinces et il n'y a pas de chicane fédéral-provincial. »

« Nous, on collabore avec l'ensemble des premiers ministres et on respecte la Constitution canadienne », a-t-il conclu.

Collaborer sans s'ingérer

En tenant un tel discours, Maxime Bernier tente de justifier l'inaction des conservateurs, rétorque le candidat néodémocrate dans Rosemont-La Petite-Patrie, Alexandre Boulerice.

« Nous sommes capables de faire la différence entre s'ingérer dans les affaires des provinces et travailler avec les provinces, dit-il. Ce qu'on veut, c'est travailler avec les provinces et on veut aller de l'avant en santé, en éducation postsecondaire parce que c'est ce que les gens réclament. »

M. Boulerice fait remarquer que l'« esprit collaboratif » privi-

légié par le NPD est une approche contraire à celle des conservateurs. « On va avoir une approche qui est complètement différente. Ça va être nouveau, ça va faire du bien et on va travailler pour le monde. Si on peut aider à ce que les gens aient un médecin de famille, tout le monde va être content », a illustré le lieutenant québécois du NPD au Québec.

« Contrairement à Stephen Harper, qui refuse catégoriquement de travailler avec ses homologues provinciaux, et à M. Mulcair, qui refile les coûts de ses promesses aux provinces, Justin Trudeau est convaincu que ces dernières ont besoin d'un partenaire fédéral qui respecte leurs compétences », a pour sa part fait valoir Adam Veilleux, le candidat libéral dans la circonscription de Beauce, que représente Maxime Bernier depuis 2006.

« Un gouvernement libéral sera le vrai partenaire dont les provinces ont besoin pour relever les défis collectifs auxquels nous faisons face », juge-t-il.

Le Devoir

Un ex-conseiller de Harper jugé pour trafic d'influence

Bruce Carson, qui aurait tenté de favoriser l'entreprise de son ex-fiancée, a plaidé non coupable

TERRY PEDWELL
à Ottawa

Un ancien conseiller principal de Stephen Harper aurait tenté d'inciter le gouvernement à se procurer des systèmes de purification d'eau fabriqués par l'entreprise de son ex-fiancée, et il en aurait profité, ont plaidé les procureurs de la Couronne dans le cadre de son procès qui s'est ouvert lundi.

Bruce Carson a formellement plaidé non coupable aux accusations de trafic d'influence qui pèsent contre lui. Cet autre procès épineux donne des munitions aux néodémocrates et aux libéraux, qui ont remis en question les nominations du premier ministre sortant.

M. Carson a affirmé lors de son enquête préliminaire qu'il

avait simplement voulu aider lorsqu'il avait tenté de faciliter des rencontres entre l'entreprise d'Ottawa, H2O Water Professionals, et des représentants du gouvernement, en 2010 et 2011.

L'avocat de la Couronne, Jason Nicol, a toutefois soutenu à la Cour supérieure de justice de l'Ontario que M. Carson n'avait pas seulement des objectifs altruistes en tentant d'aider l'entreprise à conclure la vente de systèmes de filtration à des communautés des Premières Nations qui tentaient de régler leurs problèmes d'eau contaminée.

M. Carson, selon M^e Nicol, était motivé par sa volonté d'aider son amoureuse de l'époque, Michele MacPherson, qui tentait de refaire sa

vie après avoir pratiqué le métier d'escorte.

« Une belle fille »

Les documents de l'enquête préliminaire ont été soumis en preuve à son procès. « Tout tourne autour d'une belle fille », a affirmé M^e Nicol, qui lisait les documents contenus dans les épaisses reliures des preuves.

« Elle est la seule raison pour laquelle nous sommes là-dedans », avait écrit M. Carson sur sa conquête d'autrefois dans un courriel qu'il avait fait parvenir au propriétaire de l'entreprise H2O. Dans ce message, il avait soulevé la possibilité que M^{me} MacPherson reçoive une commission pour la vente.



Bruce Carson

Le NPD subventionnerait l'embauche de personnel médical

Vancouver — Le chef néodémocrate, Thomas Mulcair, promet de subventionner l'embauche de médecins et d'infirmières afin que les provinces puissent offrir des services médicaux à 5 millions de Canadiens de plus. Il a fait sa nouvelle promesse à Vancouver, lundi matin. Un gouvernement néodémocrate créerait une nouvelle subvention qui faciliterait l'embauche, par les provinces, de 7000 médecins, infirmières et autres professionnels de la santé. Les néodémocrates promettent également de financer la construction de 200 cliniques médicales au pays. M. Mulcair calcule que cette promesse coûterait 500 millions, en quatre ans, au gouvernement fédéral. Le chef du NPD a dû se défendre de concentrer le gros de ses dépenses promises dans la quatrième année d'un gouvernement néodémocrate. Il a dit faire des calculs transparents et sensés. Prenant l'exemple de sa promesse du jour, il a expliqué qu'il était normal de prévoir l'argent pour l'embauche des professionnels dès la première année de son éventuelle prise de pouvoir et de calculer la construction des cliniques pour l'année suivante.

La Presse canadienne



Aînés: Trudeau veut bonifier les prestations

À Toronto, M. Trudeau a réitéré ses promesses pour aider financièrement les personnes âgées. Les libéraux promettent, entre autres choses, d'augmenter de 10% le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu vivants seuls — ce qui représente 3 milliards sur quatre ans. Le politicien a annoncé devant l'Association canadienne des personnes retraitées que les libéraux entameraient des négociations dans leurs trois premiers mois au pouvoir avec les provinces pour améliorer le système de pension. M. Trudeau n'a toutefois pas précisé quels changements il souhaitait apporter aux mesures actuelles. Les libéraux s'assureraient également d'indexer les prestations des aînés au coût de la vie — une promesse évaluée à 530 millions sur quatre ans. « C'est une aide que M. Harper ne pourra pas offrir, une aide que M. Mulcair ne pourra pas offrir parce qu'il a fait de l'élimination du déficit de M. Harper une priorité », a-t-il ajouté.

Les conservateurs plaident le fait qu'ils ont appuyé les aînés en diminuant les impôts. L'élection dans la circonscription de Spadina-Fort York, où a fait campagne M. Trudeau, s'annonce serrée alors que le député libéral sortant, Adam Vaughan, se mesure à l'ancienne députée néodémocrate Olivia Chow.

La Presse canadienne



Une publicité personnelle pour Maxime Bernier et des citoyens qui traquent la vérité. Nos nouvelles entrées à www.ledevoir.com/blogue-elections-2015

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

PROCÈS

Dans les entrailles de l'ordinateur de l'adolescent radicalisé

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Plusieurs mois avant de commettre un vol à l'arme blanche dans un dépanneur, un jeune homme qui fait face à des accusations liées au terrorisme a laissé dans le disque dur de son ordinateur nombre de pistes qui indiquent un intérêt envers le groupe armé État islamique (EI).

Les audiences de lundi ont permis d'entendre le policier Martin Désormeaux, de la GRC, spécialiste de l'analyse informatique, produire une liste détaillée du matériel qui a retenu l'attention de l'accusé : tweets, photos, statuts Facebook, documents PDF, vidéos et autres ont laissé des empreintes dans son ordinateur, malgré un logiciel de contrôle qu'avait installé son père. Les contenus ont été analysés jusque dans leurs fragments.

La défense, par la voix de M^e Sébastien Mathieu-Brousseau, a contre-interrogé l'agent Désormeaux. Elle laisse entendre que les recherches informatiques de la GRC étaient toutes dirigées vers les intérêts djihadistes. Elles donneraient donc de lui un portrait incomplet.

Les dates de visionnement de vidéos et de lectures djihadistes par l'accusé montrent un intérêt marqué pour le groupe EI au moins depuis mars 2014, soit plusieurs mois avant qu'il ne commette son crime.

Ces documents ont été scrutés par Tarek Mokdad, un membre de la GRC né au Moyen-Orient. M. Mokdad est affecté à

des questions de sécurité nationale. Il a été reconnu comme expert par la Cour au sujet du salafisme et du djihadisme.

M. Mokdad a indiqué que plusieurs documents consultés par l'accusé au fil des mois étaient produits par le groupe EI et Al-Qaïda. Il a fait état de vidéos de décapitation et de soldats syriens affairés à creuser leurs propres tombes avant d'être exécutés. Il a parlé en particulier de *Flames of War*, un film de propagande islamique voué au recrutement. L'accusé a consulté aussi des documents consacrés à des leaders djihadistes, dont Abou Moussab Al-Zarqaoui ou du chef Abou Omar al-Baghdadi, commandant d'EI en Irak.

Le magazine *Inspire*, lecture du jeune accusé, a retenu l'attention. Dans les 14 livraisons publiées à ce jour, les rédacteurs expliquent comment utiliser à des fins terroristes des produits chimiques et des explosifs. Dans un tiré à part intitulé *Lone Mujahid Pocketbook*, on apprend comment provoquer des incendies ou des accidents divers, de même que les règles pour manier une arme automatique. *Inspire*, note l'expert, pousse à l'action des loups solitaires.

Le jeune accusé avait 15 ans lorsqu'il a volé 2000\$ dans un dépanneur. C'est son père qui l'a dénoncé, par peur de voir son enfant se joindre à un groupe terroriste à l'étranger. L'adolescent a nié que cet argent devait servir à rejoindre le groupe EI.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Lumière sur les tanneries

Les organisateurs avaient prévu 200 chandelles, mais cela n'aura pas suffi. Près de 300 personnes se sont présentées lundi soir à la vigile tenue sur le site de l'ancien Village des Tanneries, à l'ombre de l'échangeur Turcot, à Montréal. Passionnés d'histoire et simples citoyens ont répondu à l'appel pour contester la décision du gouvernement du Québec de détruire ces vestiges à l'origine du quartier de Saint-Henri. Des personnalités publiques, actives ou retraitées, comme Louise Harel, ont aussi fait acte de présence. «*Assoyons-nous pour comprendre ce qu'on peut faire de mieux*», estime celle qui a été députée péquiste et chef de l'opposition à l'Hôtel de Ville de Montréal. Ayant souvent été à l'écoute des populations défavorisées, elle aimerait que l'histoire de ce quartier ouvrier soit considérée à sa juste valeur.

Abattage rituel : le gouvernement aurait dû aller plus loin, selon une juriste

ALEXANDRE ROBILLARD à Québec

Un projet de loi qui doit améliorer la situation juridique des animaux aurait dû interdire formellement l'abattage rituel sans insensibilisation, a déclaré lundi une juriste dans une commission parlementaire.

Martine Lachance, directrice du Groupe de recherche international en droit animal (GRIDA), a ainsi nuancé les assurances données par le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis.

M^{me} Lachance a affirmé que, même s'il est adopté, le projet de loi n'empêchera pas l'abattage cacher ou halal, qui suivent les rituels juif ou musulman sans recourir à l'insensibilisation. «*Demain matin, le projet de loi est adopté, il n'y a rien qui interdit l'abattage rituel sans insensibilisation, il n'y a rien, sous réserve qu'on vienne soulever que cette méthode-là va causer anxiété et douleur*», a-t-elle dit après avoir présenté son mémoire aux députés.

M. Paradis a amorcé lundi les travaux en commission parlementaire sur le projet de loi 54, qui doit modifier le Code civil afin d'y inscrire notamment que les animaux sont doués de sensibilité et ont des impératifs biologiques.

Dans un échange avec la presse parlementaire, M. Paradis a affirmé que l'objectif du projet de loi est de trouver un équilibre entre les motifs religieux et le bien-être des animaux. «*Présentement, l'animal est considéré comme un bien meuble*, a-t-il dit. *Ce que l'on propose, c'est un être qui devient sensible, ça demande un changement de comportement, quelle que soit votre religion.*»

Le projet de loi 54 prévoit

que la méthode d'abattage ou d'euthanasie «*doit produire une perte de sensibilité rapide, suivie d'une mort prompte. La méthode ne doit pas permettre le retour à la sensibilité de l'animal avant sa mort.*»

Aux députés qui étudient le texte de loi, M^{me} Lachance a cependant affirmé qu'une interdiction formelle aurait été préférable, comme dans certains pays européens, au lieu d'une simple référence à la nécessité d'épargner souffrance et anxiété aux animaux.

«*Ce que je préconise, c'est qu'on interdise l'abattage sans insensibilisation*, a-t-elle dit. *Le projet de loi a décidé de ne pas parler de méthodes d'abattage. Ce qu'il dit, c'est que l'abattage et l'euthanasie, donc pour les animaux de ferme et les animaux de compagnie, doivent se faire dans tous les cas en minimisant douleur et anxiété.*»

Devant les tribunaux

Selon la juriste du GRIDA, cette question épineuse se réglera forcément devant les tribunaux. «*L'impact sur les pratiques religieuses est très sensible, et je pense que seuls les tribunaux vont devoir en décider, peu importe que ce soit le provincial ou le fédéral qui le fasse, ça va se terminer devant les tribunaux*, a-t-elle dit. *Ça va être invoqué en vertu de la Charte et de la liberté de religion.*»

Dans un point de presse, M. Paradis s'est pour sa part montré certain que les dispositions de son projet de loi répondront à cette préoccupation. «*L'insensibilisation doit se*

produire pour que l'animal, je vais emprunter une expression à un autre projet de loi, meure dans la dignité, autant que faire se peut», a-t-il dit.

Le projet de loi doit interdire à toute personne de causer de la détresse à un animal, en plus d'exiger des permis pour les exploitants d'animaux, les éleveurs de renards roux et de visons d'Amérique, ainsi que les propriétaires ou gardiens de 15 équidés ou plus (famille du cheval).

Il permettra aussi d'intervenir plus efficacement contre les combats d'animaux, de coqs ou de chiens.

Le groupe Animal Legal Defense Fund a estimé que la portée du projet de loi sera essentiellement symbolique, sans retombées réelles dans le secteur agro-alimentaire.

«*Je ne crois pas que, du jour au lendemain, ça va avoir un impact tangible sur la façon de traiter les animaux, par exemple dans l'industrie agroalimentaire*», a dit la coordonnatrice Sophie Gaillard.

Reprenant l'exemple de l'abattage rituel, M^{me} Gaillard a observé que le projet de loi demeure flou. «*Trancher la gorge d'un animal alors qu'il est encore conscient, si c'est pratiqué dans des conditions idéales, peut être sans cruauté*, a-t-elle dit. *Le problème principal, avec l'abattage rituel, c'est le fait de suspendre l'animal, pour la saignée, et c'est là que les plus grandes souffrances sont causées à l'animal.*»

La Presse canadienne

syndical et prendra part en octobre aux journées de grève subséquentes appliquées de «*manière rotative*».

Le Devoir

INCONDUITES SEXUELLES

Armée canadienne : création d'un centre de plaintes

Un centre indépendant mandaté pour traiter les inconduites sexuelles dans l'armée verra bel et bien le jour. Selon l'*Ottawa Citizen*, les Forces armées pourraient procéder à cette annonce dès mardi. La mise en place d'un tel centre fait partie des recommandations du rapport Deschamps, publié en avril 2015. Selon la juge à la retraite Marie Deschamps, auteure du rapport, cet organisme devrait non seulement recevoir et traiter les plaintes, mais aussi offrir des activités de prévention et de soutien aux victimes. Le centre relèvera du ministère de la Défense et non de l'Armée.

Le Devoir

TABLE RONDE
ADMINISTRATION
PUBLIQUE

RENDEZ-VOUS

PUQ

MODERNISATION DE L'ÉTAT,
OPTIMISATION ET PERFORMANCE

*Nos institutions publiques sont-elles
outillées pour le changement ?*

Avec la participation d'Éva Anstett, Jessica Bouchard,
Éric Charest, Pierre Cliche, Moktar Lamari,
et Jean-François Savard

Animation assurée par Josée Boileau, rédactrice en chef
du quotidien *Le Devoir*

17 septembre 2015 à 17h

Amphithéâtre de l'ENAP
555, boulevard Charest Est
Québec, QC G1K 9E5

Événement gratuit,
confirmation requise :
418 657-4399
ou rsvp@puq.ca

École nationale
d'administration publique

PUQ.CA

LE DEVOIR

Presses
de l'Université
du Québec

On a tous besoin de savoir
POUR AGIR

ACTUALITÉS

Le ratatinage du MRI

MICHEL
DAVID



Pour une très rare fois depuis qu'il est devenu premier ministre, Philippe Couillard a fait l'unanimité ou presque avec son ouverture à l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés syriens. Enfin ses «valeurs» semblaient au diapason de celles de la population.

Devant l'insensibilité du gouvernement Harper, les Québécois éprouvaient la même honte que Jean Chrétien — une fois n'est pas coutume! — et ils étaient désireux que le monde entier sache qu'ils étaient aussi émus par cette détresse que le reste de la planète et qu'ils voulaient participer au mouvement de solidarité qu'elle a provoqué.

Ce n'est pas d'hier que le Québec désire faire entendre une voix distincte de celle du Canada dans le concert des nations. Pendant plus d'un demi-siècle, ses gouvernements successifs ont patiemment édifié à cet effet un réseau de déléga-

Il y a un an, on avait sérieusement envisagé de rétrograder le ministère des Relations internationales (MRI) au rang de simple secrétariat, mais la ministre Christine St-Pierre s'y était opposée, expliquant que cela enverrait un «*très mauvais message*», aussi bien à ses interlocuteurs étrangers qu'aux Québécois eux-mêmes.

Le projet n'a finalement pas eu de suite, mais un ancien ambassadeur du Canada, Gilles Duguay, qui a consacré un ouvrage à la relation triangulaire entre Québec, Ottawa et Paris, avait expliqué au *Devoir* qu'au-delà de l'appellation officielle, l'important était que les ressources mises à la disposition de la diplomatie québécoise soient suffisantes.

«*Un ministère qui a peu de moyens est un gros secrétariat, et un secrétariat qui a beaucoup de moyens est une espèce de ministère qu'on déguise avec une jupe verbale*, disait-il. *Un ministre délégué peut être très efficace à condition d'avoir un budget de voyage. Il faut mettre du gaz dans la tank.*»

◆ ◆ ◆

Après les nouvelles compressions budgétaires dont M^{me} St-Pierre a donné confirmation à La Presse canadienne, la représentation du Québec à l'étranger risque fort de «*manquer de gaz*». Le quart des 208 postes qui avaient échappé aux compressions précédentes seront abolis. Tous effectifs confondus, le nombre d'employés du MRI sera passé de 576 à 432 au cours des huit dernières années.

Le PQ ne manquera sûrement pas de voir dans ce ratatinage une nouvelle attaque perpétrée contre l'État québécois par un gouvernement indifférent à la spécificité québécoise, qui est toujours prêt à s'effacer devant Ottawa, que ce soit en matière de relations internationales ou de perception des impôts.

En toute justice, il faut reconnaître que ce n'est pas la première fois que le MRI fait les frais de la quête du déficit zéro. Sous le gouvernement de Lucien Bouchard, l'opposition libérale avait versé des larmes de crocodile sur ce ministère transformé en «*coquille vide*». Alors que les libéraux ne manquaient aucune occasion de dénoncer les voyages des ministres péquistes, toujours soupçonnés de promouvoir leur projet souverainiste, Fatima Houda-Pepin avait déclaré sans rire: «*Lorsque le Parti libéral était au pouvoir, nous n'avions ménagé aucun effort pour assurer la présence du Québec à l'étranger.*»

L'incurie des uns ne justifie cependant pas celle des autres. Tout le monde reconnaît que les temps sont difficiles et que Québec n'a pas les moyens de s'offrir la diplomatie d'un État souverain, mais il ne peut pas davantage se permettre d'agir comme une simple province, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada.

mdavid@ledevoir.com

LOGEMENT SOCIAL

Montréal réclame les pleins pouvoirs pour agir sur la situation du logement

ISABELLE PARÉ

Indigné par l'état déplorable de salubrité et d'abordabilité des logements à Montréal dévoilé par la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal, le maire, Denis Coderre, soutient que la solution passe par l'adoption par Québec d'une loi sur la gouvernance et l'octroi de pouvoirs longtemps réclamés par la métropole pour gérer elle-même les problématiques sociales sur son territoire.

Lors du Forum montréalais sur le logement et la santé, où les ministres québécois et fédéral concernés par le logement ont brillé par leur absence, le maire Coderre a repris lundi le flambeau de la nécessité d'une loi accordant à Montréal le statut de métropole, doublée de budgets conséquents pour agir sur la situation désastreuse du logement.

Le maire a vivement réagi au rapport de la DSP révélant que près de 40% des ménages de locataires montréalais allouent plus de 30% de leurs revenus à leur loyer et que 30% des ménages habitent un logement affecté d'un problème d'insalubrité.

«*On est indignés par ça. On a les chiffres, on sait quels sont les enjeux. La solution concrète, c'est d'avoir la capacité de pouvoir les réaliser. Le statut de métropole d'ici 2016 va nous permettre de réaliser ce qu'on veut faire. Il faut avoir non seulement les pouvoirs, mais les moyens pour travailler en ce sens*», a-t-il insisté.

Faire plus

Comme le dévoilait *Le Devoir* lundi, la DSP établit à 30% le nombre de ménages montréalais habitant un logis touché par la vermine ou une humidité excessive. Infiltration d'eau ou moisissures touchent 28% des



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La Direction de la santé publique établit à 30% le nombre de ménages montréalais habitant un logis touché par la vermine ou une humidité excessive.

ménages en location, alors que punaises et coquerelles causent des maux de tête à plus de 5% d'entre eux. Samedi, *Le Devoir* dévoilait en sus que 50 000 ménages à Montréal ont dû se priver l'an dernier de nourriture pour payer leur loyer.

En matière de salubrité, le maire Coderre affirme que son administration a musclé son règlement et haussé les amendes aux propriétaires négligents, mais souhaiterait faire plus. La Ville ne peut pas forcer la saisie d'immeubles insalubres, comme l'ont réclamé lundi nombre d'intervenants.

Sans lever le ton à l'égard du ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, le maire Coderre a par ailleurs déploré l'inaction du gouvernement fédéral (aucun candidat conservateur n'a daigné se présenter au Forum) en matière de logement social. «*Des gens ont des responsabilités, et il faut qu'ils les prennent*, [...].

On ne peut parler de développement économique en ayant des statistiques comme celles-là», a dénoncé Denis Coderre.

Alors que les candidats Gilles Duceppe, du Bloc québécois, Stéphane Dion, du Parti libéral du Canada, Marjolaine Boutin-Sweet, du NPD, et Daniel Green, du Parti vert, y sont tous allés de leurs promesses en matière de logement, les groupes de défense des locataires ont montré du doigt le retrait massif des deux ordres de gouvernement. «*Le fédéral n'investit plus que 250 millions pour de nouveaux logements sociaux par année, soit pas plus de 57,7 millions pour le Québec. Ça veut dire seulement 700 logements de plus pour toute la province*», a fait valoir François Saillant, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain.

De son côté, le Regroupement des comités de locataires et d'aide au logement du Qué-

bec déplore que le recul du gouvernement soit passé sous silence. «*Le dernier budget Leïtão a aboli le Programme Rénovation Québec, ce qui veut dire 50% en moins dans ce programme bipartite. Il n'y a pas d'écoute à Québec sur le logement*», a déploré Maude Bégin Gaudette, porte-parole du Regroupement.

Au cabinet du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Pierre Moreau, on a invoqué, lundi, l'agenda chargé du ministre pour justifier son absence lors du forum. Il a bien reçu le rapport, qu'il commentera une fois qu'une analyse en sera faite, a-t-on indiqué. «*Le logement, c'est une priorité très importante pour nous*», a-t-on fait valoir.

Avec Robert Dutrisac
Le Devoir

Lire aussi · Pas leur affaire? L'éditorial de Josée Boileau. Page A 6

Dans l'austérité ambiante, qui se soucie de la fermeture d'un bureau à Taipei?

tions et de bureaux à l'étranger, malgré les obstacles multipliés par Ottawa.

Jean Chrétien prenait plaisir à railler les ministres péquistes qui aimaient parader en limousine «*le flag su'l hood*», mais ce sont des gouvernements authentiquement fédéralistes qui ont compris que la diplomatie canadienne n'avait aucune intention de défendre les intérêts du Québec.

Il vaut la peine de relire le livre de Claude Morin, intitulé *L'art de l'impossible*, qui relate les premières incursions du Québec sur la scène internationale dans les années 1960, alors que la moindre note de service interceptée par Ottawa déclenchait une véritable tempête. Dans l'esprit de Jean Lesage et de Daniel Johnson, il ne s'agissait pas de préparer sournoisement l'indépendance, mais simplement d'assurer au Québec un minimum d'espace pour affirmer sa différence.

◆ ◆ ◆

Alors que les parents forment des chaînes humaines autour des écoles pour protester contre les compressions décrétées par le gouvernement Couillard, qui leur font craindre pour la qualité de l'éducation offerte à leurs enfants, les suppressions de postes dans la représentation du Québec à l'étranger ne risquent pas de créer une grande émotion, comme si les unes pouvaient justifier les autres. Dans l'austérité ambiante, qui se soucie de la fermeture d'un bureau à Taipei ou de la vente de la résidence du délégué général à Londres?

PROJET DE LOI 59

Le gouvernement Couillard donne des armes aux intégristes, croit Houda-Pepin

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

L'ancienne élue libérale Fatima Houda-Pepin juge que le gouvernement Couillard favorise les intégristes avec le projet de loi 59 qui les aidera à stigmatiser les critiques de leur pratique rigoriste.

«*Je suis estomaquée*», a lancé Fatima Houda-Pepin à l'issue de sa comparution en commission parlementaire au sujet du projet de loi 59 qui vise, notamment, à lutter contre le discours haineux et que défend la ministre de la Justice, Stéphanie Vallée. «*C'est une revendication des intégristes depuis longtemps*», estime l'ancienne députée de La Pinière.

Grâce au projet de loi 59, un groupe religieux, et non plus seulement une personne croyante, pourrait se dire la cible d'un discours haineux alors qu'il ne s'agirait que de critiques découlant d'un exercice légitime de la liberté d'expression, craint Fatima Houda-Pepin. Avec une telle loi, elle aurait été condamnée pour islamophobie quand elle a combattu en 2005 les imams qui voulaient imposer la charia au Canada, a-t-elle souligné.

Comme d'autres personnes qui se sont exprimées en commission parlementaire, Fatima Houda-Pepin croit que le projet de loi 59 menace la liberté d'expression et le droit à la dissidence. Il accorde «*une protection supplémentaire*» aux intégristes, déplore-t-elle, en sus des garanties que leur assurent les chartes au chapitre de la liberté de religion.

En commission parlementaire, la députée de la Coalition avenir Québec Nathalie Roy a lu un extrait de la lettre ouverte que Fatima Houda-Pepin a publiée dans *Le Devoir* lundi, dont ce passage: «*C'est ainsi que le Canada est devenu, au fil des ans, le paradis des islamistes, à cause de [...] l'insouciance des politiciens qui s'agglutinent, tous partis confondus, dans leurs mosquées, leur conférant reconnaissance et respectabilité.*» Or, les libéraux, qui se sont sentis visés, ont invoqué le règlement pour exiger que la députée caquiste retire ces propos.

De son côté, le Conseil du statut de la femme est venu accorder son appui à la ministre Vallée. Le CSF est d'avis que le Code criminel «*n'est pas suffisant pour protéger les femmes contre les effets néfastes et la violence du discours misogyne*».

Le Devoir

La CAQ jongle avec l'idée de hausser le salaire des professeurs

Québec — La Coalition avenir Québec jongle de nouveau avec l'idée d'augmenter les salaires des enseignants. Le parti de François Legault songe aussi à raccourcir en deçà des trois années actuelles la durée de certaines formations professionnelles au collégial. Ce sont là quelques-unes des pistes que veut valider le porte-parole caquiste en matière d'éducation, Jean-François Roberge, au cours d'une tournée du réseau de l'éducation, qui pourrait s'étendre jusqu'au printemps. Aux élections de 2012, la CAQ s'engageait à majorer de 20% le salaire des enseignants, mais la proposition avait été abandonnée durant la campagne de 2014, en raison du manque de marge de manœuvre financière du Québec, pour reprendre les mots de François Legault. En entrevue lundi, M. Roberge est revenu sur cette proposition.

La Presse canadienne

Inde-Canada : faire passer nos relations à un niveau supérieur

Thèmes :

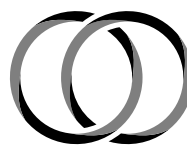
- Les nombreuses opportunités d'affaires en Inde pour le Canada
- La conclusion prochaine de l'Accord de partenariat économique global (APEG) entre l'Inde et le Canada
- Accélérer la croissance des échanges commerciaux bilatéraux : 6,4 milliards \$ en 2014, une hausse de 53% en 5 ans

Mardi 22 Septembre 2015, de midi à 14 h

Fairmont Le Reine-Elizabeth
900 boul. René Lévesque O.

Serie Affaires Étrangères
présentée par :

SNC • LAVALIN



CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

30^{ANS}



S.E. Vishnu Prakash
Haut-Commissaire de l'Inde
au Canada



REGISTER TODAY • WWW.CORIM.QC.CA • 514 340-9622

ÉDITORIAL

LOGEMENT

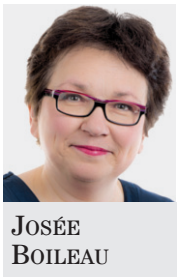
Pas leur affaire ?

Ni Québec ni Ottawa n’ont cru bon de déléguer un représentant au Forum montréalais sur le logement et la santé qui s’est tenu lundi à Montréal. Une absence gênante pour un problème lui-même absent des têtes de nos gouvernements actuels. Insalubrité, pauvreté, difficulté à se loger..., il faut croire que cela ne relève pas des « vraies » affaires. Et pourtant, tout cela concerne le tiers des ménages montréalais !

Il faudrait reprendre une à une toutes les données dévoilées par la Direction de la santé publique de Montréal (DSP) dans le rapport exhaustif qu’elle vient de consacrer au logement. Des punaises de lit aux moisissures, du nombre de plus en plus grand de ménages qui consacrent plus de la moitié de leurs revenus (jusqu’à 80 % dans certains cas !) pour se loger en allant jusqu’au manque de logements sociaux, il y a largement de quoi s’inquiéter.

Le constat du directeur de la santé publique, le Dr Richard Massé, est clair : *« Le logement est devenu un enjeu de premier plan à Montréal et un élément structurant dans la vie des gens. »*

Considérer le logement comme l’épine dorsale de la qualité de vie des citoyens est une approche comprise depuis des années par tous ceux qui œuvrent sur le terrain dans ce secteur.



JOSÉE BOILEAU

Le logement donne une identité citoyenne (sans adresse, il n’y a pas, par exemple, d’accès à l’école), il préserve ou détériore la santé des individus, il est le lieu où l’on recharge ses batteries en retrait de la société, mais où s’exacerbent les tensions sociales en cas de trop grande promiscuité... Les réserves autochtones sont à cet égard de vrais révélateurs : l’ampleur des problèmes sociaux qu’on y trouve ne peut être détachée de la grave pénurie de logements (et de logements salubres) qu’on y retrouve. Le lien est clair et direct.

Cela saute moins aux yeux, mais c’est exactement le même constat dans les villes. Pourtant, au Canada, les gouvernements, à de rares exceptions près, traitent du logement comme d’une affaire privée. L’absence lundi tant des représentants du fédéral que de ceux de Québec au Forum montréalais sur le logement et la santé en était une éloquente illustration. Ils détiennent pourtant bien des clés dans le déploiement de l’aide au logement.

Du côté municipal, Montréal a fait des efforts en mettant en place, depuis maintenant dix ans, sous l’impulsion du maire d’alors Gerald Tremblay, une Stratégie d’inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels. De même, une sensibilité bien plus grande que par le passé existe en matière de salubrité, avec un plan de lutte plus ferme contre les propriétaires délinquants et contre des problèmes bien ciblés, comme les punaises de lit. On tente aussi d’avoir un portrait global de la situation : ainsi de l’inventaire prévu des bâtiments à risque d’insalubrité. La DSP donne un appui sans réserve à ce plan.

La présence même du maire Denis Coderre au Forum témoignait d’une nouvelle conscience quant à l’importance structurante d’un logement accessible et de qualité. À l’entendre interpellier les candidats aux élections fédérales pour réclamer de nouveaux logements sociaux et de l’argent pour l’entretien et la rénovation de ceux existants, on aurait pu croire que le FRAPRU, cet acteur majeur des luttes pour le logement social au Québec, venait de se trouver un nouveau porte-parole !

Mais le maire a raison : ce n’est plus de militantisme social qu’il s’agit, mais de choix économiques et de santé publique. Ottawa doit mieux faire, les conservateurs ayant été particulièrement pitoyables dans ce domaine : le NPD et le PLC ont au moins des propositions. Mais Québec, qui a réduit de moitié sa prévision de construction annuelle de logements sociaux dans le dernier budget Leitaô, doit aussi rendre des comptes. L’austérité coûte trop cher pour être une réponse.

CALIFORNIE

Le choix de Brittany

La parole est au gouverneur Jerry Brown maintenant que les majorités démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat de la Californie ont adopté une loi controversée sur l’aide médicale à mourir pour les patients en phase terminale. Ou le démocrate Brown approuve la loi votée la semaine dernière ou il lui oppose son veto. Catholique et ancien séminariste jésuite, le gouverneur ne s’est pas prononcé sur la question, qui le déchire apparemment. Il lui reste une dizaine de jours pour se décider.

Que M. Brown signe la loi, et la Californie deviendrait le quatrième État américain, après ceux de l’Oregon, de Washington et du Vermont, à légaliser la pratique de l’aide médicale à mourir (les Américains utilisent l’expression « right-to-die »). Les tribunaux y ont ouvert la porte au Montana et au Nouveau-Mexique, tandis que des projets de loi autorisant la pratique ont été déposés dans une quinzaine d’États depuis l’année dernière. Le Québec participe de cette évolution des consciences en Amérique du Nord, l’Assemblée nationale ayant adopté en juin 2014 la Loi sur les soins de fin de vie.



GUY TAILLEFER

La question continue de déchirer nos sociétés, encore que de moins en moins. *« À quelque groupe qu’ils appartiennent — religieux, ethnique, géographique, peu importe l’âge ou le sexe —, la grande majorité des Californiens souhaitent que nous éliminions les souffrances inutiles de ceux qui sont en train de mourir »,* a fait valoir la sénatrice Lois Wolk. Les sondages indiquent que ce sentiment est maintenant prédominant à l’échelle des États-Unis, alors qu’il y a quelques années, il était encore loin de l’être.

Cette conversion des attitudes est évidemment liée à la réalité du vieillissement de la population. En l’occurrence, la large médiatisation d’une histoire personnelle semble aussi avoir joué de manière importante — celle d’une jeune Californienne de 29 ans, Brittany Maynard, atteinte d’un cancer incurable du cerveau. Au printemps 2014, elle a déménagé dans l’Oregon voisin où existe depuis 1997 l’aide médicale à mourir — le Death with Dignity Act. Puisqu’il s’agit, en effet, de mourir dans la dignité. M^{me} Maynard est décédée le 1^{er} novembre 2014. C’est l’histoire de cette jeune femme, soutenue par l’organisation Compassion & Choices, qui a convaincu plusieurs législateurs de présenter des projets de loi.

La loi de l’Oregon, où 105 malades en phase terminale ont pu se prévaloir l’année dernière de l’aide de fin de vie, est considérée comme exemplaire. Il faut qu’elle le demeure. Derrière les louables principes, il y a que la médecine n’est pas — et surtout pas aux États-Unis — une organisation humanitaire, c’est un commerce. Le choix de l’aide médicale à mourir doit à tout prix demeurer librement consenti.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

Vous avez raison, Monsieur Chrétien

Pendant 16 de mes 18 dernières années dans le Service diplomatique canadien, j’ai eu le privilège d’agir à titre d’ambassadeur du Canada. Privilège reçu des mains tant d’un premier ministre conservateur (M. Mulroney) que libéral (M. Chrétien). Ce faisant, j’ai représenté le Canada bilatéralement dans 12 pays et auprès de 3 organisations multilatérales regroupant alors un total de 132 pays.

Tout au long de ces années (1988-2006), j’ai ressenti une immense fierté de pouvoir m’exprimer au nom du gouvernement de mon pays, de présenter, d’expliquer et de défendre ses politiques. Ce, auprès des dirigeants des pays de mes accréditations, de leurs parlementaires, de leurs gens d’affaires, de leurs communautés universitaires et culturelles, de leurs médias, de leurs citoyens et citoyennes. Fierté aussi d’y accueillir mes compatriotes, industriels, artistes, étudiants, voyageurs, et de servir leurs intérêts. Sans compter, à l’occasion, « mon » premier ministre, ses ministres ; voire l’hôte de Rideau Hall.

Fierté d’incarner localement dans mes pays d’accréditation bilatérale et aux tables multilatérales un pays, le Canada, universellement respecté ; un pays dont la voix

était toujours attendue et écoutée ; un pays reconnu pour sa politique extérieure équilibrée, progressiste, et pour ses initiatives au service de la paix et de la stabilité. Un pays qui n’avait pratiquement que des amis.

Ces temps me semblent bien révolus. Je plains les collègues qui aujourd’hui exercent ce métier d’ambassadeur d’un pays dans lequel j’ai peine à me reconnaître, un pays qui compte de moins en moins d’amis, ou à tout le moins d’interlocuteurs respectueux. Un métier qu’ils doivent exercer en étant en réalité muselés. Des ambassadeurs (et cela vaut pour la haute fonction publique) dont on n’attend dorénavant analyses et conseils que s’ils expriment ce qu’on veut entendre au Bureau du premier ministre.

Vous avez bien raison, M. Chrétien...

Jean-Paul Hubert

Danville, le 14 septembre 2015

Les racines du mal

Depuis la diffusion de la photo du petit Aylan Kurdi, la communauté internationale a les yeux rivés sur l’Europe et sur cet afflux de migrants bravant mers et vents à leurs risques et périls.

La réponse du gouvernement conservateur à cette crise humanitaire ? Arrêter la violence en s’attaquant au groupe armé

État islamique en prolongeant d’un an, en mars dernier, l’intervention militaire canadienne et élargir la mission des forces canadiennes en Syrie. Ce que le gouvernement Harper oublie, c’est que cette crise prend racine dans des rivalités ancestrales entre chiïtes et sunnites, dans les inégalités sociales et dans la pauvreté aggravée par les règles du libre marché et les changements climatiques. [...]

La construction d’une paix durable se fera au travers de mesures s’attaquant aux racines de la guerre. C’est pourquoi j’attache une grande importance aux 17 Objectifs de développement durable que les chefs d’État adopteront lors de la 70^e Assemblée des Nations unies débutant le 15 septembre. Ils visent, entre autres, l’éradication de l’extrême pauvreté, l’accès de tous à une éducation de qualité, la réduction des inégalités entre les pays et à l’intérieur de ceux-ci ou encore la prise d’urgence de mesures pour lutter contre les changements climatiques.

Les Objectifs de développement durable sont ambitieux, mais réalisables. Ceux que nous éliions le 19 octobre prochain auront pour charge de les adopter et de les mettre en œuvre. Votons pour ceux qui sont le plus aptes à soutenir cette transformation sociale historique.

Anne-Lou McNeil-Gauthier

Le 11 septembre 2015

LIBRE OPINION

Contre EI, une coalition au sol ?

NORMAND CHATIGNY
MICHEL HÉROUX
DENYS LAROSE
JEAN-NOËL TREMBLAY

Les auteurs sont des retraités des secteurs municipal et de l’éducation

Depuis le démembrement de l’Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, le Moyen-Orient a toujours été une poudrière. Ses immenses ressources pétrolières et le conflit entraîné par la création d’Israël en 1948 ont fait de cette région du monde un foyer de tensions permanentes, auxquelles le retour en force de l’islam radical est venu ajouter un important élément additionnel. Comme si tout cela n’était pas déjà suffisant, l’intervention unilatérale irréfléchie des États-Unis en Irak en 2003 a contribué à déstabiliser encore plus la région.

Maintenant et depuis quelques années, alors même que la Syrie était ravagée par une interminable guerre civile, que l’Irak se déchirait entre chiïtes et sunnites et que l’Iran tente un timide retour au sein de la communauté internationale, voilà que le cancer du djihadisme islamique, sous l’appellation État islamique, vient miner davantage la région.

Ce qui est nouveau avec l’apparition de ces nouveaux barbares d’État islamique, c’est que les États où les insurgés islamistes réussissent à arracher du territoire sont ouverts aux attaques aériennes par des pays membres de l’OTAN autant que

par les pays arabes voisins. Pourtant, les attaques aériennes de la coalition ne connaissent qu’un succès mitigé qui n’empêche pas le groupe État islamique de gagner du terrain au sol. Il est temps que la communauté internationale fasse davantage.

Dans les années 1930, il a fallu du temps et la fin de beaucoup d’illusions pour que les pays concernés réalisent l’ampleur de l’horreur sociale et humaine que fut le nazisme. Mais ce n’est pas l’horreur qui a d’abord poussé les pays à agir. L’Angleterre et la France avaient signé un traité en vertu duquel elles viendraient en aide à la Pologne si celle-ci était attaquée. Hitler a parié que les Anglais et les Français ne feraient rien, comme cela avait été le cas en 1938 avec la Tchécoslovaquie. Hitler a perdu son pari et son agression contre la Pologne a entraîné la Seconde Guerre mondiale.

Puis, dans un geste que les historiens n’arrivent toujours pas à expliquer, c’est Adolf Hitler qui a déclaré la guerre aux États-Unis (et non l’inverse), trois jours après l’attaque japonaise à Pearl Harbor. On connaît le reste. Les alliés se sont unis et ont fini par défaire l’Allemagne nazie et, en Asie, l’empire japonais dont les masses n’ont pas eu beaucoup à envier à ceux des nazis.

Face au groupe État islamique, les pays civilisés du monde doivent se décider à mettre fin à ce cancer qui ronge le Moyen-Orient et qui inspire le terrorisme international. Il faut éradiquer cet État is-

lamique, comme on arrache de la mau-

vaise herbe.

Pour atteindre ce résultat, les attaques aériennes ne suffisent manifestement pas. Il y a 25 ans, les États-Unis ont accepté que soit formée une large coalition incluant des pays arabes voisins de l’Irak pour chasser les armées de Saddam Hussein du Koweït qu’il avait envahi et pillé. Cette coalition, sous l’égide de l’ONU, incluait nombre de pays arabes inquiets des visées hégémoniques régionales du dictateur irakien. Il faut aujourd’hui, comme le veut l’expression « des bottes au sol », même si ces « bottes au sol » en Irak (après la déroute de l’armée de Saddam Hussein), en Afghanistan, de même qu’au Vietnam n’ont pas donné les résultats espérés. Nous en sommes là face au groupe État islamique.

Le comportement des djihadistes d’État islamique démontre une barbarie humaine insoutenable, en même temps qu’une hargne incompréhensible du patrimoine culturel de l’humanité. Il est grand temps que les pays du Moyen-Orient prennent l’initiative de former une coalition sous l’égide de l’ONU, avec la participation d’autres pays du monde pour écraser cette insurrection. Cela ne règlera pas tous les problèmes du Moyen-Orient, mais cela apporterait une pierre de plus à l’esquisse de solutions à moyen et long termes pour que la paix revienne dans une région du monde qui ne l’a pas beaucoup connue depuis un siècle.

IDÉES



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Un service de garde universel comme celui du Québec devrait avoir été implanté dans tout le Canada il y a longtemps. Tout ce travail, dont une grande partie est accomplie par des femmes, est le ciment qui permet aux communautés humaines et résilientes de tenir.

Un grand bond vers l'avant

Manifeste pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns pour les autres

Texte collectif*

Le lancement de ce manifeste se fera ce mardi en marge du Festival international du film de Toronto (TIFF).

Nous partons du constat que le Canada et le Québec traversent aujourd'hui la crise la plus grave de leur histoire récente. La Commission de vérité et réconciliation a permis de prendre acte d'épisodes révoltants de notre passé proche. La pauvreté et les inégalités qui s'accroissent creusent une cicatrice qui défigure notre présent. Et la performance canadienne dans le dossier des changements climatiques est un véritable crime contre l'humanité à venir.

Ces faits sont d'autant plus alarmants qu'ils contreviennent à nos valeurs déclarées : respect des droits des autochtones, internationalisme, droits de la personne, diversité et développement durable. Aujourd'hui, nous ne vivons pas en accord avec ces valeurs, mais nous pourrions le faire.

Nous pourrions vivre dans un pays entièrement alimenté par des énergies réellement renouvelables et justes, traversé de réseaux de transport public accessible, où les emplois et autres possibilités qu'offre une telle transition sont aussi conçus pour éliminer systématiquement les inégalités raciales et entre les genres. Prendre soin de la planète et les uns des autres pourrait créer de nouveaux secteurs économiques très dynamiques. Beaucoup plus de personnes auraient accès à des emplois mieux payés et travailleraient moins longtemps, ce qui nous laisserait amplement le temps de profiter de la présence de nos proches et de nous épanouir dans nos communautés.

Nous savons que le temps presse pour effectuer cette grande transition. Les climatologues nous ont annoncé que les actions décisives pour éviter un réchauffement catastrophique de la planète doivent être menées au cours de cette décennie-ci. Ce qui veut dire que les petits pas ne peuvent plus nous mener là où nous devons aller.

Bondir vers l'avant

Alors, nous devons bondir vers l'avant. Ce bond doit commencer par respecter les droits ancestraux et le titre des premiers gardiens de cette terre. Les communautés autochtones ont été aux premières lignes de la défense des cours d'eau, des berges, des forêts et des terres contre l'activité industrielle débridée. Nous pouvons appuyer celles et ceux qui remplissent ce rôle et relancer nos relations avec les populations autochtones en mettant pleinement en application la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Inspirés par les traités qui constituent la base juridique de ce pays et nous enjoignent de partager la terre «aussi longtemps que le soleil brillera, que l'herbe poussera et que l'eau coulera», nous exigeons des sources d'énergie qui ne s'épuisent jamais, pas plus qu'elles n'empoisonneront la terre. Les avancées technologiques

ont mis ce rêve à notre portée. En effet, de récentes études montrent que, dans 20 ans, le Canada pourrait puiser 100% de son énergie électrique de sources renouvelables (Voir *Dialogues pour un Canada vert, Agir sur les changements climatiques*, McGill, 2015) ; dès 2050, nous pourrions avoir une économie propre (Voir Jacobson, M. et al., *Energy Policy*, 2011.).

Nous exigeons que ce changement commence maintenant.

Plus rien ne peut justifier la construction de nouveaux projets d'infrastructures qui nous forcent à continuer d'accélérer le rythme d'extraction des ressources dans les décennies à venir. La nouvelle loi d'airain du développement énergétique doit être : ce dont on ne veut pas dans sa cour ne doit pas se retrouver dans la cour de personne. Cela vaut aussi bien pour les oléoducs, les gazoducs, la fracturation au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Colombie-Britannique, l'augmentation du trafic de pétroliers le long de nos côtes que pour les projets des compagnies minières canadiennes partout dans le monde.

Le temps de la démocratie énergétique est venu : nous croyons non seulement qu'il faut de nouvelles sources d'énergie, mais aussi que les communautés devraient, lorsque c'est possible, contrôler collectivement ces nouveaux systèmes de production d'énergie. Pour remplacer les structures de propriété qui servent le profit des entreprises privées et la distante bureaucratie de certains États centralisés, nous pouvons en créer de nouvelles, innovantes, gouvernées démocratiquement, qui fourniraient des salaires suffisants et permettraient de garder dans les communautés, des revenus dont celle-ci ont grand besoin. Et les Autochtones devraient être les premiers à recevoir le soutien pour leurs projets visant à développer les énergies propres. Tout comme les communautés actuellement aux prises avec les lourdes conséquences de l'activité industrielle polluante.

En plus d'éclairer nos demeures, l'énergie ainsi produite redistribuera la richesse, consolidera la démocratie, renforcera notre économie et commencera à guérir les blessures qui datent de la fondation de ce pays.

Le bond vers une économie non polluante ouvre d'innombrables voies vers ce type de solutions qui font de nombreux «gagnants». Nous voulons un programme universel visant à construire des maisons écoénergétiques et à rénover les demeures existantes en nous assurant que les communautés et quartiers les plus défavorisés seront les premiers à en bénéficier et pourront offrir des formations professionnelles à leurs membres et saisir d'autres occasions de lutter contre la pauvreté de manière durable. Nous jugeons essentiel que les employés des secteurs d'emplois à forte émission de carbone aient accès à une formation et aux ressources adéquates afin qu'ils aient la capacité de contribuer à la mise en place d'une économie énergétique verte. Cette transition devrait impliquer la participation démocratique des travailleurs.

Des voies de trains à haute vitesse, alimentées par des sources d'énergie justes et renouvelables, et un réseau de transport collectif abordable peuvent relier entre elles toutes les communautés de ce pays, au lieu d'un nombre

grandissant d'automobiles, de pipelines et de trains explosifs qui nous menacent et nous divisent.

Et comme nous savons qu'il est déjà tard pour faire ce bond vers l'avant, nous avons besoin d'investir dans les infrastructures existantes qui tombent en ruine, afin que celles-ci puissent résister aux phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Le passage à un système agricole beaucoup plus local et axé sur des impératifs écologiques réduirait notre dépendance aux carburants fossiles, favoriserait la capture du carbone dans le sol, et aiderait à traverser les moments difficiles dans l'approvisionnement mondial, en plus de produire une nourriture plus saine et abordable pour tout le monde.

L'écriture du «Manifeste pour un bond vers l'avant»

a commencé au printemps 2015. Ce texte est en partie inspiré du Manifeste pour un Élan global, avec lequel nous sommes solidaires.

Nous réclamons qu'un frein soit mis aux accords commerciaux qui donnent aux entreprises le pouvoir de s'ingérer dans les efforts que nous déployons pour reconstruire les économies locales, réglementer les sociétés privées et stopper les activités d'extraction domageables. Nous voulons rééquilibrer la balance de la justice pour que soient garantis à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs, le statut d'immigrant et la protection qui en découle. Compte tenu de l'implication du Canada dans les conflits armés et de sa contribution aux changements climatiques — deux facteurs à l'origine de la crise globale des réfugiés —, nous sommes dans l'obligation d'accueillir davantage de migrants à la recherche de sécurité et des conditions de vie meilleures.

La transition vers une économie qui tient compte des limites de notre terre requiert aussi de développer les secteurs de notre économie qui consomment peu de carbone : ceux des soins, de l'éducation, du travail social, des arts et des services de communications d'intérêt public. Un service de garde universel comme celui du Québec devrait d'ailleurs avoir été implanté dans tout le Canada il y a longtemps. Tout ce travail, dont une grande partie est accomplie par des femmes, est le ciment qui permet aux communautés humaines et résilientes de tenir, et nous aurons besoin que nos communautés soient le plus solides possible, face au cahoteux futur qui nous attend.

Puisqu'une si grande part du travail, qui consiste à prendre soin des autres ou de la planète, est actuellement non rémunérée, nous en appelons à un véritable débat sur l'introduction d'un revenu universel de base. Inventé au Manitoba dans les années 1970, ce solide filet social pourrait permettre qu'aucune personne salariée ne soit forcée, pour nourrir ses enfants aujourd'hui, d'accepter un emploi qui mette en péril l'avenir.

Nous déclarons que l'«austérité» — qui s'en prend systématiquement aux secteurs consommant peu de carbone, comme l'éducation et la santé, tout en affamant les transports publics et

en imposant de dangereuses privatisations dans le secteur énergétique — est une forme de pensée fossile qui menace la vie sur Terre.

L'argent nécessaire pour effectuer cette grande transition est accessible, il ne reste qu'à implanter les bons programmes d'action pour libérer ces sommes. Il faut par exemple mettre un terme aux subventions destinées à l'exploitation et à la consommation des énergies fossiles, imposer une taxe sur les transactions financières, accroître les redevances pétrolières, augmenter l'impôt sur le revenu des entreprises privées et des plus riches, instaurer une taxe progressive sur le carbone, couper dans les dépenses militaires. Toutes ces mesures s'inspirent du principe du «pollueur-payeur» et sont très prometteuses.

Une chose est claire : la pénurie à l'époque où l'on voit s'accumuler des fortunes personnelles inégales est une crise fabriquée, conçue pour tuer les rêves dans l'œuf.

Ces rêves sont encore plus ambitieux que ce texte. Nous appelons les gens à former des assemblées municipales partout dans le pays, là où les résidents peuvent se réunir pour définir, de manière démocratique, ce qu'un véritable bond vers la prochaine économie veut dire pour leur communauté.

Cette résurgence, du bas vers le haut, entraînera assurément un renouveau de la démocratie à tous les paliers du gouvernement, et nous mènera rapidement vers un système dans lequel chaque vote compte et où l'argent des grandes entreprises privées est exclu des campagnes politiques. Voilà beaucoup à entreprendre d'un seul coup, mais c'est l'époque dans laquelle nous vivons qui l'exige.

La chute des prix du pétrole a temporairement suspendu la pression qui pousse à extraire des combustibles fossiles à un rythme aussi frénétique que le permettent les techniques à haut risque. Cette pause dans la folie de l'expansion ne devrait pas être perçue comme une crise, mais bien comme un cadeau qui nous a donné l'occasion rare de regarder ce que nous sommes devenus... et de décider de changer.

Alors, nous invitons toutes celles et tous ceux qui se présentent aux prochaines élections à saisir cette occasion et à agir en fonction de cet urgent besoin d'une transformation. C'est notre devoir sacré à l'égard des populations que ce pays a blessées par le passé, à l'égard de celles et ceux qui souffrent inutilement à présent, et à l'égard de tous ceux qui ont droit à un avenir radieux et sûr.

Le temps est venu d'être courageux. Le temps est venu de bondir vers l'avant.

Parmi les signataires : Naomi Klein, David Suzuki, Leonard Cohen, les membres d'Arcade Fire, Neil Young, Donald Sutherland, Ellen Page, Charles Taylor, Rachel McAdams, Yann Martel. La liste complète se trouve à l'adresse leapmanifesto.org.

◆ ◆ ◆

La rubrique Des Idées en revues fait exceptionnellement relâche.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR
RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherche photos); **information générale** : Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfali et Karl Retton-Parazelli (reporters); **information politique** : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Girino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); **information culturelle** : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); **information économique** : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); **information internationale** : Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); **section art de vivre** : Diane Prévost (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Loïc Hamon (cahiers spéciaux); **équipe internet** : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillon, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); **correction** : Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction** : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopy (commis). **DOCUMENTATION** Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ** Mélanie Simard (adjointe par intérim), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elilam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). **PRODUCTION** Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock. **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

ACTUALITÉS

MANIFESTE

SUITE DE LA PAGE 1

nous manquons de temps pour une action ambitieuse sur l'enjeu crucial du climat. Mais en même temps, la technologie est désormais disponible pour effectuer le virage nécessaire. Tout ce qui nous empêche d'avancer, c'est l'inertie de la classe politique.»

Le problème, selon M^{me} Klein, c'est que les politiciens fédéraux ont quasi unanimement décidé d'évacuer la question climatique des enjeux électoraux. «*Les leaders des trois grands partis fédéraux appuient des projets d'infrastructures qui permettront d'accroître l'exploitation des sables bitumineux. Aucun d'eux ne préconise une transition vers les énergies renouvelables aussi rapide que ce que la technologie permettrait et que ce que la science nous dit de faire.*»

Manque de vision

La militante estime que le gouvernement de Philippe Couillard fait lui aussi fausse route en ouvrant toute grande la porte aux projets pétroliers et gaziers au Québec. «*Il se plaît à se voir comme un leader sur la question climatique. Mais ses propos sont incompatibles avec ce qu'il fait. Vous ne pouvez pas vous autoproclamer "leader climatique" et ouvrir en même temps de nouveaux territoires à l'exploitation d'énergies fossiles. Ces projets auront des impacts non seulement locaux, mais aussi à l'échelle planétaire.*»

Mais pourquoi nos politiciens sont-ils à ce point partisans de ressources qui menaceraient la vie sur la Terre? «*Ils manquent clairement d'imagination dans leur vision du développement, affirme Naomi Klein. Les compagnies pé-*

É.-U. : appel à la fin de l'exploitation des énergies

Un vaste regroupement d'environnementalistes américains prie le gouvernement Obama de cesser de livrer les «*terres et mers publiques*» à l'exploitation des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) qui met en danger la santé de la planète. Dans une lettre adressée à Barack Obama, datée du 15 septembre et intitulée *Keep in the Ground*, les signataires (listés sur une vingtaine de pages) demandent au président de mettre un terme à cette pratique. À leur avis, une telle décision enverrait un message fort au monde à moins de deux mois de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Paris. A lire dans www.keepitintheground.org

Jérôme Delgado

trolières veulent construire des infrastructures majeures, et tout ce que les politiciens ont à faire, c'est dire oui et leur attribuer des subventions. C'est la façon la plus facile de prétendre être un leader. Mais se tourner vers un nouveau modèle exigerait une vision qui ne se résume pas à accepter les projets développés par l'industrie la plus puissante au monde.»

À trois mois du sommet de Paris, qui doit en théorie aboutir à la signature de l'accord climatique le plus ambitieux de tous les temps, ce nouveau manifeste a donc l'ambition de démontrer que les Canadiens sont prêts pour un virage majeur. «*Notre document se base sur la science, mais il se veut aussi un moyen d'inspirer un changement crucial, fait valoir Naomi Klein.*

Nous voulons inciter les gens à aller plus loin que les politiciens, pour leur démontrer à quoi ressemble le véritable leadership.»

Contre l'austérité

Le plaidoyer à saveur environnementale souligne d'ailleurs que la transition vers une économie «*propre*» — qui pourrait être achevée en 2050 — entraînerait des gains socio-économiques significatifs. Le texte insiste non seulement sur la création d'emplois dans plusieurs sphères de l'économie impliquées dans une éventuelle transition, mais aussi sur le développement de «*secteurs de notre économie qui sont déjà sobres en carbone: ceux des soins, de l'éducation, du travail social, des arts et des services de communications d'intérêt public*».

Or, ces secteurs sont plus que jamais menacés par les mesures d'austérité imposées par les gouvernements. «*L'ironie terrible, c'est qu'on coupe des emplois à faible empreinte carbone, tout en favorisant les secteurs à très forte empreinte carbone. C'est de la folie*», explique M^{me} Klein. Le manifeste dénonce lui aussi ces politiques, qualifiées de «*pensée fossile qui menace la vie sur Terre*».

Pourtant, souligne-t-on dans le texte, l'argent nécessaire pour réaliser la transition vers une «*démocratie énergétique*» est accessible. Le manifeste propose ainsi de mettre un terme aux subventions à l'industrie fossile, d'implanter une taxe sur les transactions financières, de hausser les impôts des mieux nantis et de réduire les dépenses militaires.

«*Une chose est claire: la pénurie à l'époque où l'on voit s'accumuler des fortunes personnelles inégalées est une crise fabriquée, conçue pour éteindre nos rêves avant même qu'ils aient eu la chance de naître.*»

Le Devoir

LIVRE

SUITE DE LA PAGE 1

formé Livres Canada Books de l'existence d'une somme de 50 000 à 75 000 \$. Le but de l'enveloppe budgétaire: financer une journée sur le thème de l'exportation. Le FLC espérait que Livres Canada Books la planifierait. L'organisme a donc monté de toutes pièces un projet qui n'était pas prévu à l'origine, afin de toucher cette subvention.

«*Il y aurait pu avoir des parrainages, des fellowships, ça ne coûte pas cher, même juste mettre cet argent sur les déplacements des éditeurs à l'étranger aurait été une manière plus pertinente de dépenser cet argent, soutient un autre éditeur. Patrimoine canadien exigeait un symposium. C'est tellement niaisieux.*»

Le geste semble contradictoire, alors que le FLC a refusé de financer la participation du Canada à titre d'invité d'honneur à la Foire du livre de Francfort, la plus importante au niveau international, là où se négocient les ventes de droits, les achats de traductions et d'édition entre éditeurs. La Foire de Francfort est considérée comme les «*Jeux olympiques de l'exportation*» et les retombées d'une présidence d'honneur sont généralement considérables.

Deux poids deux mesures?

Alors qu'une délégation entière composée notamment de Caroline Fortin, de Québec Amérique, du directeur général de Livres Canada Books, François Charette, et du président de la Foire de Francfort, Jürgen Boos, est allée rencontrer Patrimoine canadien pour exposer le projet de participation à Francfort, appuyé d'un document d'appui de 115 pages, le ministère maintient qu'«*aucune demande de financement officielle n'a été déposée*». Une lecture des événements qui choque Caroline Fortin. «*Peut-être qu'il y a eu une incompréhension sur le dépôt de la demande, mais je ne sais honnêtement pas ce que ça leur aurait pris pour qu'ils estiment que ce soit officiel...*»

Le montant demandé pour assurer la présence d'une délégation canadienne à Francfort était important, idéalement 5,6 millions. «*C'est le montant pour avoir un événement parfait, poursuit M^{me} Fortin, mais on a mentionné que la Nouvelle-Zélande l'a fait à 4 millions, et l'Is-*



DANIEL ROLAND AGENCE FRANCE-PRESSE

lande à 4,2 millions». Les retombées, en s'appuyant sur ce qu'ont récolté l'Islande et la Nouvelle-Zélande, pays à l'honneur respectivement en 2011 et 2012, sont plus facilement prévisibles que celles d'un événement nouveau, seulement pour les éditeurs canadiens, monté rapidement tel que le Symposium, qui ne se retrouve pas encore sur le site Internet de Livres Canada Books, et qui n'est pour l'instant annoncé nulle part. Selon le groupe de travail, une évaluation prudente des retombées de la Foire de Francfort aurait permis d'espérer 3% de croissance en exportation de livres canadiens (7 millions).

Un symposium bricolé?

«*On sent que Livres Canada Books est sur le pilote automatique depuis longtemps, a commenté un éditeur, membre de l'organisme. Les organismes subventionnaires ont peut-être perdu confiance dans sa capacité d'exercer un leadership fort. Cela explique peut-être en partie le refus de financer Francfort 2017, et l'octroi de fonds pour l'organisation d'un symposium pourrait être une façon d'accorder une dernière chance à l'organisme de se donner de nouvelles pistes et priorités d'action.*»

Frédéric Gauthier, éditeur à La Pastèque, fait partie du comité organisateur du congrès. Il croit au projet. «*Livres Canada Books s'est fait*

imposer, ou offrir ce montant d'argent là, qui aurait été inutile ou aurait disparu si l'événement n'avait pas été créé, fait-il valoir. On s'est dit qu'on allait essayer d'organiser un événement différent, pour inciter les éditeurs à développer de nouveaux marchés, pour trouver de nouvelles façons de faire et les aider dans l'exportation. Les lignes directrices sont en développement.»

Les grandes lignes du programme devraient être établies mardi, a précisé le directeur général de Livres Canada Books, François Charette. «*On veut donner un autre souffle à l'exportation; on ne veut pas inviter des gens qu'on est habitués d'entendre. On va échanger avec le film, la musique, voir ce qu'ils font de bon à l'exportation, voir si on est capable d'appliquer au livre ce qu'ils font de bon.*»

Même si le procès-verbal du conseil d'administration de l'organisme indique clairement le contraire, M. Charette prétend tout de même que Livres Canada Books a demandé à Patrimoine canadien les fonds pour ce congrès.

Fondé en 1972, Livres Canada Books est un organisme sans but lucratif établi à Ottawa. L'organisme a pour mandat d'aider les éditeurs canadiens à vendre leurs titres à l'étranger et à améliorer leur rendement global à l'exportation.

Avec la collaboration de Karl Rettino-Parazelli

Le Devoir

MIGRANTS

SUITE DE LA PAGE 1

devenir incontrôlable et par les critiques croissantes d'une partie du camp conservateur, il s'agit aussi clairement d'exercer une pression sur les pays qui se refusent à l'instauration de quotas d'accueil obligatoires voulus par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avec le soutien de Paris et de Berlin. «*Aucun pays ne peut réussir seul la prise en charge et l'hébergement des réfugiés. Il est nécessaire que nous le signifions clairement à nos voisins*», a ainsi précisé Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand et président du SPD, dans une interview au *Tagesspiegel*, dénonçant «*l'inaction de l'Europe*» qui a conduit son pays «*aux limites de sa capacité d'accueil*».

La suspension des accords de Schengen, le rétablissement par Berlin des accords de Dublin, stipulant que les réfugiés doivent faire leur demande d'asile dans le premier Etat de l'UE où ils ont débarqué, mettent en effet les récalcitrants, et en particulier la Hongrie, un pays en première ligne, face à leurs responsabilités. Il s'agit aussi

d'obtenir l'instauration de centres de contrôle aux frontières de l'Union — en Italie, en Grèce, en Hongrie — par où arrivent les réfugiés, des «*hot spots*» destinés à faire un premier tri entre les Syriens, les Irakiens et autres — fuyant la guerre et donc admissibles au droit d'asile — et les migrants économiques. Berlin est sur la même ligne que Paris. «*L'Allemagne, comme la France, demande que l'Europe puisse avoir sur ses frontières un contrôle. C'est la condition pour que les réfugiés puissent être accueillis dignement et de manière maîtrisée*», a déclaré François Hollande, lundi, en affirmant que les deux pays sont «*extrêmement pressants*» envers leurs partenaires.

«Échec complet de l'UE»

Les voix critiques s'élèvent outre-Rhin, au sein même du camp politique d'Angela Merkel. Ce week-end, le ministre des Transports, Alexander Dobrindt, membre de la très conservatrice CSU bavaroise, est monté au créneau, dénonçant «*l'échec complet de l'UE*» à contrôler ses frontières extérieures. Déjà, les jours précédents, le ministre-président de Bavière, Horst Seehofer, affirmait que la décision d'ouvrir la porte aux réfugiés syriens «*avait été une erreur et que l'on ne voit pas comment maintenant re-*

mettre le bouchon sur la bouteille». Mais le mécontentement monte au sein même de la CDU, où certains cadres soulignent que cette politique d'ouverture «*encourage les réfugiés à prendre la route de l'Allemagne*».

L'opinion publique allemande n'en reste pas moins largement favorable à cet accueil généreux, comme en témoigne un sondage de la chaîne de télévision publique ZDF, publié en fin de semaine dernière, affirmant que 66% des personnes interrogées le soutiennent. Les autorités allemandes tiennent donc aussi à rappeler que leur politique ne change pas sur le fond.

«*Les contrôles provisoires aux frontières ne sont pas la même chose qu'une fermeture des frontières, c'est complètement différent. Des réfugiés vont continuer à venir en Allemagne, nous espérons que cela se déroulera dans le cadre d'un processus mieux ordonné*», a précisé lundi Steffen Seibert, le porte-parole de la chancellerie. Berlin corrige un peu la route, mais garde le cap.

Libération

Lire aussi › Crise migratoire. Les 28 États membres de l'UE ne s'entendent toujours pas sur la répartition des réfugiés. **Page B 5**



RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper

SURPLUS

SUITE DE LA PAGE 1

surplus plus grand que prévu», a avancé Stephen Harper. «*Alors, ce sera deux surplus de suite. C'est un record!*»

Ce que le chef conservateur n'a pas dit, c'est que les entrées de fonds d'Ottawa varient d'un mois à l'autre et que ce surplus ponctuel, entre avril et juin, risque d'être annulé en partie ou en totalité par les déficits d'autres mois. Le directeur parlementaire du budget a en outre prédit, en juillet, que le surplus de 1,4 milliard prévu pour 2015-2016 fondrait en déficit de 1 milliard, en raison des perspectives économiques moins positives de la Banque du Canada. «*Je ne vois peu ou pas de risque à ce que nous atteignions autre chose qu'un surplus pour une deuxième année de suite, en se basant sur la trajectoire sur laquelle on se trouve*», a néanmoins affirmé M. Harper.

Mais cette promesse est conditionnelle à ce que ce soit son parti qui soit réélu, et non le Nouveau Parti démocratique ou le Parti libéral, a-t-il prévenu. Car bien que l'économie canadienne se porte bien, la situation mondiale demeure instable. «*Les mauvaises décisions maintenant au niveau national vont causer de réels dégâts économiques*», a averti M. Harper.

Un surplus volé

Le chef libéral, Justin Trudeau, l'a toutefois accusé d'avoir atteint l'équilibre budgétaire à coup de «*jeux politiques*» en ne dépensant pas de façon systématique les budgets de ses ministères. «*Si M. Harper a pu créer un maigre surplus l'année passée, c'est bien parce qu'il a choisi de couper dans les programmes pour nos anciens combattants, pour nos aînés, dans notre assurance-emploi. Pour pouvoir présenter un projet soi-disant équilibré à temps pour les élections.*»

Les conservateurs se sont faits les champions des crédits budgétaires inutilisés. Le directeur parlementaire du budget notait même, il y a deux ans, que «*le montant ainsi périmé augmente régulièrement depuis 10 ans, et il a atteint un sommet de 11,2 milliards de dollars (12,1% des autorisations budgétaires) en 2010-2011*».

Le ministère des Finances explique le surplus-surprise de l'an dernier par une hausse de 10,7 milliards des revenus d'Ottawa. Il note également que le montant des crédits inutilisés par les ministères a été plus élevé que prévu, par un montant de 1,5 milliard. Une réserve qu'aurait déjà connue le gouvernement Harper au moment de présenter son budget en avril dernier, mais dont il n'a pas fait état, selon les libéraux.

L'accusation est «*absolument absurde*», a rétorqué Stephen Harper. «*Nous nous assurons toujours que les ministères aient amplement d'argent, mais on ne s'attend pas à ce qu'ils dépendent chaque cent. On s'attend à ce qu'ils dépendent efficacement.*»

Le sort des finances publiques risque de dominer cette septième semaine de campagne, alors que les chefs fédéraux se préparent justement à un second débat sur l'économie organisé par le *Globe and Mail*.

M. Trudeau devra justifier le retour aux déficits à coup de milliards en infrastructures pour stimuler l'économie.

Thomas Mulcair promet, comme Stephen Harper, des budgets équilibrés. «*Les chiffres d'aujourd'hui représentent une bonne nouvelle pour les Canadiens. Et cela démontre que le NPD va entamer [son mandat] du bon pied*», a fait valoir le chef néodémocrate, qui a promis de présenter son cadre budgétaire d'ici au débat de jeudi. Il a cependant déjà eu à le défendre lundi, les journalistes notant que l'essentiel de ses nouvelles dépenses seraient faites en fin de mandat. «*C'est une question de gros bon sens en termes d'administration publique. [...] C'est une question de planifier à long terme*», a répliqué M. Mulcair. *Nous n'avons pas besoin d'une vision à court terme comme celle des libéraux, qui vont déverser une immense dette sur le dos des générations futures.*»

M. Trudeau n'est cependant pas seul dans son camp. Gilles Duceppe a fustigé les adeptes de l'austérité budgétaire, s'inquiétant de voir un surplus à Ottawa alors que les dépenses en santé par exemple continuent d'exploser pour les provinces. Le chef bloquiste estime lui aussi qu'il vaudrait mieux profiter de la période économique actuelle pour investir.

Le plan libéral est aussi plus populaire chez les Canadiens. Selon un sondage Forum mené les 9 et 10 septembre, 29% des 1300 répondants estiment qu'il s'agit de la meilleure plateforme économique, contre 24% pour le plan conservateur et 21% pour celui du NPD.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h
Renseignements et administration : 514 985-3333

Le Devoir sur
ledevoir.comsur Facebook
et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces
et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements

(lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com